



***QUELLES PERSPECTIVES POUR
L'INTEGRATION DU HAMAS
DANS LE PAYSAGE POLITIQUE PALESTINIEN ?***

**Mémoire de géopolitique
du chef de bataillon Bruno COSTANTINI
dans le cadre du séminaire « conflit israélo-palestinien »**

Directeur : M. Xavier de VILLEPIN

Février 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

- Quelles perspectives pour l'intégration du Hamas dans le paysage politique palestinien ?
- 2007_memoire_geop_conflit israel_palestine_Costantini
- Chef de bataillon, armée de Terre, COSTANTINI Bruno, France
- 12 mars 2007
- Division D – groupe D4
- Mémoire de géopolitique
- A travers son accession au pouvoir, suite aux élections de 2006, le Hamas a acquis une nouvelle stature tant sur le plan interne palestinien que sur le plan international. Quelles peuvent en être les conséquences prévisibles à moyen terme sur le conflit israélo palestinien ? Pour répondre aux interrogations suscitées, il convient tout d'abord d'analyser la nature politique exacte et les raisons de l'ascension du Hamas, dans son contexte. Ce faisant, une vision plus pragmatique de ce mouvement se fait jour. Après quoi, connaissant les positions des divers acteurs en présence, il est possible de se risquer à une vision prospective. On constate alors que le Hamas, s'il est désormais solidement implanté sur la scène politique palestinienne, n'en est pas pour autant l'acteur majeur car les influences externes sont sans doute plus fortes que tout élément interne. Ce n'est donc sans doute pas lui qui orientera au premier chef les évolutions à venir, mais bien plutôt les puissances extérieures, si elles se décident à accepter sa présence...
- Israël – Palestine – Moyen Orient – Hamas– islamisme –

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE :

ANALYSE DU PROCESSUS D'INTEGRATION DU HAMAS :

Qu'est-ce que le Hamas et comment en est il arrivé là ?

1. Historique et idéologie du Hamas
2. Ses chefs, ses structures et son fonctionnement
3. Le processus d'accession au pouvoir

DEUXIÈME PARTIE:

LES EVOLUTIONS EN COURS ET A VENIR :

Qu'est-ce que cette irruption peut changer ?

1. Le Hamas à l'épreuve du pouvoir, le contexte et les évolutions depuis janvier 2006
2. Les attendus de la politique israélienne et les options possibles pour Israël
3. Les autres acteurs potentiels

CONCLUSION

INTRODUCTION

C'est peu dire que l'arrivée du Hamas au pouvoir à la tête de l'Autorité Palestinienne (AP) en janvier 2006 a été ressentie dans les capitales occidentales comme un coup de théâtre majeur. En effet il est objectif de constater que depuis une vingtaine d'années, mais plus encore depuis le début du XXIème siècle, dès lors que le terme d' « islamiste » est appliqué à un acteur quelconque, parti, organisation, association, celui-ci est frappé de discrédit. Une certaine forme d'irrationalité s'empare alors des politiques comme des chancelleries, et marque les réactions de ces occidentaux pourtant si enclins habituellement à prôner la logique dans leurs raisonnements. Or le Hamas est islamiste, à n'en pas douter, c'est même ainsi qu'il se définit avant tout, dans son manifeste, ses écrits, et ses discours comme dans son action.

Mais qu'est ce que le Hamas au juste ? Une organisation caritative musulmane comme il en existe beaucoup, n'ayant pour seule ambition que de faire avancer la cause islamique dans le but de répandre l'Islam ? Une organisation politique véritable, ayant le souci réel de faire avancer la cause de son peuple et de son « pays » ? Ou bien plutôt une simple organisation terroriste ne prenant l'islam que comme une devanture ? Tout cela à la fois, ou seulement une partie ? S'agissant d'un essai d'interprétation géopolitique appliquée au conflit israélo-palestinien, on peut se demander si l'irruption de cet acteur sur la scène politique palestinienne correspond à une logique propre ou bien si elle s'inscrit dans un mouvement plus général ? Si elle est avant tout le fruit d'une réaction épidermique dans un espace politique arabe souvent étroitement encadré, pour ne pas dire verrouillé, ou bien si au contraire on assiste au prélude d'une transformation durable ? Quelles en seraient alors les conséquences pour les parties en présence ?

Ce mémoire se veut la suite de la réflexion entamée lors du séminaire de géopolitique consacré au conflit israélo palestinien, il s'inscrit donc dans une démarche globale et est bien sûr trop bref pour prétendre à une quelconque exhaustivité sur un sujet aussi vaste que compliqué. Ceci explique en conséquence que, même si l'étude qui suit vise à une certaine

unité autorisant notamment un lecteur extérieur à aborder la question, nous ne reviendrons pas sur des éléments historiques qui soit ont été abordés au cours du séminaire, soit font partie des connaissances de base des différents intervenants et participants d'icelui. C'est pourquoi aussi seuls quelques éléments chronologiques ou cartographiques indispensables ont été rassemblés en annexes.

L'étude menée repose par ailleurs sur un constat : Quel que soit le différend entre deux peuples, prétendre à l'impartialité totale est souvent une utopie, mais les mots eux-mêmes sont piégés dès que l'on aborde un conflit aussi passionnel et complexe que le conflit israélo-palestinien. Pour s'en convaincre il suffit de constater que le vocabulaire utilisé pour désigner les différents conflits ouverts qui ont émaillés la lutte entre Israël et les pays arabes est radicalement différent suivant le côté où l'on se place : ainsi en va-t-il de la guerre de libération (par rapport à qui ou quoi au juste ?) israélienne de 1948-49, ou de la « guerre du Sinaï » simplement appelée « agression tripartite » par les Arabes, mais aussi de la guerre de 1967 souvent dénommée « guerre des six jours » pour souligner la rapidité et l'aisance avec laquelle l'armée israélienne a défait toutes les armées arabes, ou encore de la guerre de 1973 appelée, selon le côté, « guerre du Kippour » ou « guerre du Ramadan »... Dans ces conditions l'incompréhension sur le sujet est grande, d'autant qu'elle se surajoute, dans ce qu'il faut bien définir comme un climat de défiance générale du monde occidental envers l'Islam, à une difficulté culturelle d'appréhension des problématiques arabes, où la langue -réputée difficile- n'est pas le moindre des obstacles. De plus, du fait de la présence durable d'une forte communauté issue du monde arabe dans notre pays, il est évident que ce conflit a des répercussions chez nous et qu'il en aura de plus en plus étant donné la polarisation de plus en plus forte des communautés. Dans ces conditions il n'est pas déplacé de prétendre assumer les différents partis-pris plutôt que de considérer qu'ils n'existent pas. C'est pourquoi, une fois les multiples sources confrontées, l'option qui a été retenue dans cette étude à prétention géopolitique, d'une école militaire française, a été d'annoncer clairement, chaque fois que possible, le point de vue adopté -par le biais des sources utilisées- à savoir tantôt celui des Arabes, plus particulièrement Palestiniens, tantôt celui des Israéliens et tantôt celui des Français. Bien sûr cette vision est critiquable à bien des égards, parce qu'elle présuppose une position univoque de la part de chacune des parties, ce qui est loin d'être le cas sur tous les sujets, parce qu'elle fait fi des autres intervenants (ONU, USA, Russie et autres) dont le rôle n'est pas nul, et enfin parce qu'elle empêcherait une éventuelle généralisation des constats effectués, néanmoins elle présente aussi l'avantage déterminant d'aborder les questions

suivant des prismes clairement identifiés et assumés plutôt que de prétendre à une objectivité douteuse.

C'est pour tenter de répondre à quelques une des interrogations suscitées que le présent mémoire, après s'être intéressé aux origines et à son fonctionnement, se propose d'aborder la question des répercussions possibles sur le conflit israélo-palestinien de cette inscription du Hamas sur la scène politique palestinienne. En effet, pour l'observateur occidental, le Hamas est de prime abord une sorte d'OPNI (Objet politique non identifié) tant il appartient à un univers structuré différemment du sien, et tant il semble répondre à des règles irrationnelles. La tentation est grande dès lors de lui appliquer une analyse faisant appel à d'autres outils que ceux qu'il utilise dans son propre champ politique. Pourtant ce serait une erreur comme nous le verrons dans un premier temps. Dans un second temps, nantis des éléments de compréhension convenables, nous adopterons une vision plus prospective pour constater que le Hamas n'est qu'un élément du jeu de guerre israélo-palestinien. Il n'en est certainement pas l'acteur principal, assujetti qu'il est aux bonnes ou moins bonnes volontés extérieures. Mais il est, sans doute possible, présent pour longtemps dans cette arène politique et il serait donc vain de vouloir l'ignorer, ou pis encore, l'évincer.

I

ANALYSE DU PROCESSUS D'INTEGRATION DU HAMAS :

Qu'est-ce que le Hamas et comment en est il arrivé là ?

Il s'agit dans cette première partie de se doter des outils permettant d'appréhender correctement et concrètement la nébuleuse « Hamas ». Pour ce faire nous nous efforcerons d'abord de l'inscrire convenablement dans son temps et son milieu, avant de proposer une possible lecture de son ascension parfois qualifiée d'irrésistible.

I-1- Historique et idéologie du Hamas

I-1-a Son historique : les Frères Musulmans de Palestine

Cette étude nécessite de comprendre le processus par lequel le Hamas est devenu un acteur majeur de la politique palestinienne aujourd'hui. Bien qu'il ait été fondé officiellement le 14 décembre 1987, une histoire officieuse du Hamas considère que 1967 correspond à la genèse véritable du groupe, en tant que branche palestinienne des Frères Musulmans (FM)¹. Mais on peut même le rattacher au mouvement plus ancien de l'Islam réformateur. En effet, c'est dans sa charte de 1988 que le Hamas affirme sa filiation avec ce mouvement, mais cette filiation est encore bien plus ancienne si l'on considère que les Frères Musulmans sont solidement implantés en Palestine dès les années 1970. Ils avaient alors pour objectif principal l'islamisation de la société, selon le credo habituel de cette mouvance depuis sa création par Hassan Al-Banna en Egypte dans les années 1920. Ils se déployaient alors uniquement sur le terrain social et éducatif, construisant patiemment des institutions et des réseaux capables de former les générations futures. Dans leur optique ces générations, une fois islamisées, ou plutôt réislamisées puisque vivant selon leurs critères dans un Etat non musulman, seraient suffisamment solides pour s'atteler à la libération de la terre sacrée. Et de fait dans les années 1970-1980 on peut affirmer que ce développement des Frères Musulmans est perçu plutôt favorablement par Israël qui leur reconnaît le mérite d'occuper le terrain en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, de détourner les Palestiniens de la politique et d'endiguer ainsi l'influence des nationalistes de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

¹ Cf O. Roy L'échec de l'Islam politique.

L'éclatement de la première Intifada en décembre 1987 provoque une sorte d'électrochoc au sein de l'Association des Frères Musulmans. Ses membres réalisent que s'ils se tiennent à l'écart de la révolte ils perdront tout crédit. Rompant alors nettement avec le quiétisme qui les caractérisait jusque là, ils créent le Hamas dès le 14 décembre. La charte du mouvement fusionne les dimensions religieuse et nationale : « La terre de Palestine est un waqf² islamique consacré pour les générations musulmanes futures jusqu'au jour du jugement dernier » peut on notamment y lire³. Ce qui implique que personne ne peut en disposer ni en céder la moindre parcelle, aucun pays ni organisation n'en a le droit. C'est un véritable tournant et les islamistes basculent dès lors dans la confrontation violente et la lutte anti-israélienne qui étaient jusqu'alors l'apanage de l'OLP et notamment du Fatah. En rejetant par ailleurs d'intégrer le Commandement national unifié, structure qui oriente et coordonne l'Intifada, le Hamas rejette la coopération avec l'OLP. A plusieurs reprises, ses militants se heurtent sur le terrain aux activistes de Yasser Arafat. De plus il n'est pas question, pour le mouvement islamiste, d'envisager la création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967, solution qui a la faveur du Fatah. En 1991, il propose de rejoindre l'OLP à condition que la centrale lui cède 40% des sièges au sein de l'organisation et consente à se plier à un certain nombre d'exigences. En plaçant aussi haut le niveau de ses exigences le Hamas affiche dès lors clairement ses ambitions : s'imposer comme un acteur incontournable de la scène palestinienne.

Au moment où l'OLP signe avec Israël la déclaration de principe d'Oslo en 1993, le Hamas appelle ses militants à radicaliser la lutte et à réagir à ce qu'ils appellent le « bradage des droits palestiniens ». Quelques mois plus tard, en avril 1994, il innove en perpétrant le premier attentat suicide dans une petite ville israélienne. Cet attentat, comme la multitude de ceux qui allaient suivre, est présenté comme une riposte à la violence de l'occupation , notamment contre les civils palestiniens. Le fameux massacre de la mosquée d'Hébron par exemple⁴ est l'un de ces actes que le Hamas a promis de venger . Par sa rhétorique le mouvement islamiste entend affirmer qu'il assure la relève du mouvement nationaliste et qu'il

² Un Waqf est à proprement parler un bien de main morte en droit islamique, dont on reçoit l'usufruit mais pas la propriété. Dans la terminologie politique islamiste c'est une manière de déclarer qu'une terre est strictement inaliénable car donnée par Dieu lui-même.

³ Cf annexe 4 Extraits de la charte du Hamas.

⁴ Le colon de Cisjordanie Baruch Goldstein en février 1994 avait massacré 29 fidèles palestiniens avec un pistolet mitrailleur dans la mosquée d'Ibrahimiéh avant d'être tué à son tour.

en est le véritable héritier. Il poursuit l'Intifada contre l'ennemi israélien par de nouveaux moyens. Ceci explique pourquoi le Hamas, tout comme le Jihad islamique refusent de reconnaître à l'Autorité Palestinienne, qui s'installe à Gaza puis en Cisjordanie, le monopole de la violence légitime. Alors même que les sondages montrent – comme ils ne cessent de le faire depuis, nous le verrons plus bas- que les Palestiniens soutiennent massivement le processus de paix, les deux formations islamistes multiplient les attentats contre les civils israéliens et freinent de ce fait l'avancée des pourparlers. De surcroît, leurs cadres et leurs militants s'exposent à la répression dont les services de sécurité créés par Yasser Arafat ont désormais la charge. Les jeunes policiers palestiniens, qui ont participé eux-mêmes à l'Intifada, se mettent à traquer et à interroger les activistes du Hamas. En laissant entendre que l'AP se comporte désormais en « collaborateur » et en affirmant son droit à la résistance, le Hamas brise le mythe de l'unanimité palestinienne. Dans les territoires la population est désorientée par les arrestations des islamistes palestiniens auxquelles procèdent les recrues de l'Autorité nationale, ainsi que par les escalades verbales entre le pouvoir et certains représentants du Hamas. Elle est dès lors souvent partagée entre la colère contre un gouvernement israélien, qui ne tient pas ses promesses de paix, et l'exaspération face à la surenchère violente des islamistes. Dans la bande de Gaza tout particulièrement, la population paie le prix fort des attentats. Régulièrement les territoires sont bouclés, ouvriers et marchandises sont interdits de circulation, avec les conséquences désastreuses que l'on sait sur l'économie palestinienne.

A la suite de l'assassinat en janvier 1996 d'un artificier du mouvement islamiste, Yahya Ayache, par les services de renseignement israéliens, le Hamas organise, à Jérusalem, Tel-Aviv et Ashkelon, une série d'attentats terroristes terriblement sanglants qui font plus de cent morts et déstabilisent le gouvernement Pères. Cela a pour effet d'amener au pouvoir Benyamin Netanyahu qui considère pour sa part que les accords d'Oslo sont une erreur...

Au terme de cette première phase le bilan n'est guère brillant pour le Hamas, il n'est pas parvenu à devenir un acteur politique à part entière, ni à briser la relation exclusive qui lie le gouvernement israélien et l'OLP. Soucieux d'éviter la confrontation directe avec l'AP tout en maintenant l'escalade de la violence, il n'apparaît pas non plus comme une alternative crédible au Fatah et à son chef Yasser Arafat. En outre il a contribué au désarroi et à la déception des Palestiniens face aux tensions et aux divisions qui traversent la classe politique. Son seul gain est d'avoir durablement écarté et éclipsé les partis de la gauche palestinienne pour s'imposer comme la seule opposition de quelque envergure.

Lorsqu'éclate la seconde Intifada, dite Intifada Al-Aqsa, le Hamas se tient d'abord en retrait. Ce n'est qu'en 2001 qu'il revient sur le devant de la scène et renoue avec la pratique des attentats suicides. Il se dote alors d'un arsenal qui lui permet de tirer des roquettes sur les villes israéliennes à partir de la bande de Gaza.

Alors que les Frères Musulmans prônent la guerre (djihad) en priorité pour consolider la présence de l'islam dans les pays musulmans, puis seulement la guerre contre Israël, le Hamas considère la guerre comme l'unique moyen de libérer les territoires occupés. Il établit un lien direct et d'identification entre l'islam et la libération des territoires occupés, qui limite, voire exclut, tout compromis sur les territoires occupés, interprété comme une concession sur l'islam lui-même.

Avant le début de la première intifada, alors encore désigné " Al-Moujamma al-Islami ", les activités de ce mouvement qui deviendra le Hamas étaient dirigées contre les « hérétiques et déviants de l'islam », conformément à la stratégie des Frères Musulmans. Afin de coordonner leurs actions dans l'intifada dans les territoires occupés, Hamas et OLP ont entrepris d'établir un commandement conjoint en mars 1993. L'importance toujours plus grande du Hamas dans les territoires occupés a eu pour corollaire un affaiblissement de l'influence de l'OLP. C'est sans doute ce phénomène qui avait poussé en son temps Yasser Arafat à obtenir des succès sur la scène internationale et à accepter une négociation, puis un accord avec Israël, stratégie contre laquelle Hamas continue de se poser en refus de principe.

En juillet 1999, cependant, Moussa Abou Marzouk, chef du bureau politique du Hamas a déclaré que le mouvement était ouvert à des négociations avec les autres " forces du peuple palestinien ", ce qui conduisit à la situation actuelle.

I-1-b Son idéologie : quelque peu différente de celle des autres Frères Musulmans

« Hamas » est un acronyme qui reprend les initiales de « Harakat Al-Muqawama Al-Islamiyya » qui signifie « mouvement de résistance islamique », mais l'acronyme signifie en lui-même « enthousiasme », c'est le nom que s'est donné l'ensemble constitué d'un parti politique et d'une myriade d'organisations caritatives. On peut constater que la plupart des mouvements islamistes qui se sont constitués dans les pays arabes l'ont fait en opposition aux partis nationalistes au pouvoir depuis la période de l'accession à l'indépendance. Que l'on songe au Front Islamique du Salut en Algérie, aux Frères Musulmans Egyptiens ou à ceux de Syrie, on constate schématiquement un antagonisme de principe entre la mouvance nationaliste et la mouvance islamiste, même si on ne peut bien sûr faire abstraction de

l'ancrage national. S'agissant du Hamas en revanche, force est de constater qu'il a su opérer une synthèse de l'islamisme et du nationalisme⁵.

Si sa base de sympathisants s'est progressivement élargie dans la bande de Gaza jusqu'au début de l'intifada. Le succès du Hamas - et des autres mouvements islamiques - dans les territoires occupés est largement dû au fait de la délocalisation de la conduite de l'OLP dans d'autres pays (Liban, Tunisie, Irak, etc.), alors que la direction de ces mouvements est restée et à pu se développer au sein de la population, bénéficiant ainsi d'une image de « résistance locale ». Le Hamas a ainsi pu tisser une structure socio-politique alternative et parallèle à celle de l'OLP.

Les objectifs de Hamas sont fixés dans une charte datée du 18 août 1988. Ils comprennent essentiellement:

- la libération de toute la Palestine « historique », en fait mandataire, et la création d'un Etat islamique
- le refus de toute présence occidentale dans les pays musulmans
- l'opposition à la sécularisation et l'occidentalisation de la société arabe
- la revendication de la représentation unique du peuple palestinien.

I-2- Ses chefs, ses structures, son fonctionnement.

Cette analyse s'appuie essentiellement sur une étude critique de l'ouvrage magistral de Matthew Lewitt, chercheur américain⁶. Selon lui il n'est pas possible d'opérer une quelconque distinction entre les activités sociales du Hamas, d'aide à la population palestinienne, et ses activités terroristes.

I-2-a Ses chefs : la figure tutélaire du Sheikh Yassine

Si la direction du Hamas est censée se faire à partir d'un commandement unifié, sous forme d'un conseil appelé Majlis al-shûra, un certain nombre de figures charismatiques se dégagent de cette direction. Ainsi on peut considérer sans aucun doute que le Hamas tel qu'il apparaît aujourd'hui doit beaucoup à la personnalité du Sheikh Ahmed Yassine. C'est non seulement lui qui l'a fondé, après en avoir élaboré les contours pendant de nombreuses années, mais c'est aussi sous son impulsion directe et personnelle qu'ont été prises les différentes options qui marquent le mouvement. A l'origine pourtant rien ne prédisposait ce leader religieux,

⁵ Cf Annexe 4 Extraits de la charte du Hamas.

⁶ Chercheur américain d'origine juive auteur de HAMAS, Politics, charity and Terrorism in the Service of Jihad

parapéglique dès l'âge de 16 ans suite à un accident sur la plage de Gaza, à connaître ce destin de «cible terroriste de haute valeur » tel que l'avait défini le Pentagone.

Ahmed Yassine serait né vers 1936 près de la ville actuelle d'Ashkelon dans l'actuel Israël, il connut donc l'exode de 1948, puis les camps de réfugiés de Gaza avant de fréquenter de plus en plus assidûment les mosquées affiliées aux Frères Musulmans (FM) dès ses années de collège, où il s'imprégna de l'enseignement de Hassan Al-Banna entre autres. Il orienta ses études universitaires vers les études islamiques et alla parfaire ses connaissances à la prestigieuse université d'Al-Azhar au Caire. Dans ces circonstances il entra en contact direct avec la branche égyptienne des FM. Ces relations, qu'il entretint après son retour à Gaza, lui valurent son premier séjour en prison après l'échec d'un coup d'Etat planifié en Egypte en 1965 par les FM. Yassine fut bientôt connu pour ses prêches et ses enseignements et en 1973 il créa l'organisation Al-Mujamaa Al-Islamiyya –Rassemblement islamique- , association offrant en fait une couverture officielle à une multitude d'organisations religieuses à Gaza. Ces organisations s'occupaient essentiellement de fournir une aide matérielle et spirituelle aux populations palestiniennes les plus défavorisées, et c'est de là notamment que date la mise en place du réseau très efficace de distributions des aides et subventions aux familles démunies, et une connaissance approfondie du terrain, qui font la particularité du Hamas.

Lorsqu'il n'était pas emprisonné, le Sheikh Yassine partageait son temps entre l'enseignement et sa famille comprenant onze enfants. On peut dès lors s'interroger sur la manière dont ce leader politique et religieux d'apparence modérée, homme mûr, presque aveugle, que l'on poussait chaque jour vers la mosquée du fait de son infirmité, a pu justifier de se voir attribuer en 2003 le titre peu enviable de « cible terroriste de haute valeur » évoqué plus haut, qui lui valut finalement d'être assassiné par un tir de roquette israélien en mars 2004.

La réponse en est que, selon les autorités israéliennes, le Sheikh Yassine, dès avant la constitution du Hamas en tant que branche palestinienne des FM, a personnellement planifié et guidé jusqu'à leur terme une multitude d'attaques terroristes. Ainsi Khaled Meshal lui-même déclarait en 2003 :«dès 1983 nous avons mené notre première expérience militaire sous la conduite du Sheikh Yassine »⁷ . Après la constitution du Hamas, Yassine se chargea notamment de l'élaboration du réseau très efficace de soutien financier du mouvement –connu sous le nom de Da'awa- qui semble être encore opérant aujourd'hui, infrastructure de bienfaisance qui lui permit notamment d'identifier et de recruter de nouveaux membres et de

⁷ Interview de Khaled Mechaal donnée au journal libanais Al Watan en décembre 2003.

nouveaux activistes. Une fois recrutés Yassine organisait lui-même ces cadres en cellules de 3 à 4 membres, totalement indépendantes les unes des autres, afin de mailler complètement la bande de Gaza. Se chargeant aussi d'établir une doctrine, c'est lui qui planifia le principe de kidnapper, d'assassiner puis de négocier l'échange de corps de soldats israéliens contre la libération de prisonniers palestiniens. Ce qui fut mis en œuvre dès 1989 et lui valut d'être emprisonné jusqu'en 1997, où il fut libéré suite à l'assassinat manqué de Meshaal à Amman par le Mossad, échec qui provoqua en retour un échange de prisonniers dont Yassine bénéficia. Reprenant de manière évidente ses activités terroristes, il échappa à un premier attentat en septembre 2003 mais fut tué lors d'une opération hélicoptérée le 22 mars 2004. Bien qu'il ait souvent tâché de se présenter comme un leader politique et non militaire, son implication dans de nombreux attentats suicides notamment a été amplement démontrée par la justice israélienne. Particulièrement charismatique, il était de manière certaine l'ultime décideur en matière d'attaques terroristes et de politique de la terreur telles qu'il entendait les mener contre Israël.

A la suite de Yassine, c'est le docteur Abdel Azziz Al-Rantissi qui fut choisi pour prendre la tête du mouvement, à la fois parce qu'il faisait partie des 6 membres fondateurs du Hamas de 1987, et parce qu'il était largement investi déjà dans sa gouvernance. Rantissi, né en 1947, originaire de Khan Yunes près de Jaffa, était médecin de par ses études effectuées en Egypte, et travaillait comme répétiteur à l'Université islamique de Gaza. Activiste reconnu, il avait été emprisonné à plusieurs reprises déjà entre 1988 et 1991 pour ses activités lors de la première Intifada. Expulsé vers le Liban en 1992, il s'appliqua à unir les factions islamistes palestiniennes sur place, avant de revenir en Israël deux ans plus tard. Emprisonné de nouveau à de multiples reprises, tant par les autorités israéliennes que palestiniennes, il n'en continua pas moins de tenter de fédérer les organisations les plus extrémistes sous la bannière du Hamas. Il échappa lui aussi à une première tentative d'assassinat en 2003, mais ne survécut pas un mois au cheikh Yassine. C'est à partir de ce second coup très dur pour le Hamas que la direction annonça que le nom du chef de l'organisation resterait désormais secret.

Khaled Meshaal, beaucoup plus jeune que les précédents puisqu'il est né en 1956, dirige le bureau politique du Hamas depuis Damas, il peut raisonnablement être tenu désormais pour le véritable leader du mouvement. La problématique est cependant que s'il n'est pas isolé malgré son exil, il ne bénéficie plus des réseaux d'un chef présent sur le terrain, la question se pose donc de savoir où se trouvent les vrais ressorts du pouvoir. Meshaal jouit en fait de l'aura que lui conféra la tentative d'assassinat dont il fut l'objet de la part du Mossad en 1997

à Amman, et dont il réchappa presque miraculeusement. Menacé du même sort que Rantissi, il trouva refuge à Damas d'où il donne ses orientations, comme lorsqu'il affirma solennellement après les élections de 2006 que le Hamas ne désarmerait pas. Ses positions jusqu'aboutistes ne doivent cependant pas occulter qu'il fait partie des premières figures du Hamas à s'être prononcées en faveur d'un gouvernement d'union avec le Fatah du Président Mahmoud Abbas.

Ismail Haniyeh, chef du gouvernement Hamas issu des élections de 2006, doit essentiellement le poste qu'il occupe aujourd'hui à son statut de secrétaire particulier du cheikh Yassine durant les années 1990, il a maintes fois servi d'intermédiaire entre son parti et l'autorité palestinienne. Considéré comme un modéré, ayant gravi les échelons du parti à la suite des assassinats mentionnés plus haut, il fut placé en tête de liste du Hamas dans le but d'attirer les votes des Palestiniens qui refusaient à la fois les turpitudes du Fatah et les rodomontades des extrémistes islamistes. Il a rempli son rôle à la perfection et cet homme, que d'aucuns annonçait comme sans consistance, se contentant d'offrir une vitrine présentable au mouvement, a montré plus d'entregent et de finesse qu'attendu. S'il ne peut certes pas être considéré comme un chef charismatique au dernier degré, il n'en reste pas moins populaire par la simplicité dont il fait montre- qui tranche nettement avec l'attitude des gouvernants du Fatah- et son investissement indéniable à remplir la tâche qui lui incombe malgré les conditions particulièrement difficiles qu'il connaît. On peut considérer qu'en agissant ainsi il est en train de devenir un élément majeur de la scène palestinienne.

Parmi les autres figures marquantes du Hamas on ne saurait oublier les éléments qui, à défaut d'être souvent présents dans les médias – volontairement- n'en influent pas moins certainement sur les évolutions du Hamas. On peut citer notamment Moussa Abou Marzouk et Mahmoud Zahar, qui permettent d'appréhender la typologie des responsables au sein du parti.

Mahmoud Zahar, médecin lui aussi, est un autre des membres fondateurs du Hamas. Il est l'un des responsables de plus haut niveau et a pu un temps être considéré comme un rival potentiel de Rantissi et Meshaal. En 2003 il a échappé lui encore à une tentative d'assassinat et depuis 2004 on peut simplement dire qu'il fait partie du conseil central –Majlis al-shûra – sans connaître son rôle exact. Néanmoins on peut constater que c'est le plus ancien des membres de ce conseil central et que c'est lui qui annonça, juste après la victoire électorale de janvier 2006, la proposition faite à l'Etat d'Israël de prolonger la trêve entamée en 2005.

Enfin, Moussa Abou Marzouk⁸ est une autre figure représentative du mouvement. Ingénieur de formation, résidant la plupart du temps aux Etats-Unis il s'est spécialisé dans l'élaboration et l'extension d'un tissu très efficace de captation de dons à travers le monde. Né en 1951 à Rafah, dans la bande de Gaza, Abou Marzouk n'a eu de cesse de trouver des financements efficaces pour le Hamas. Expulsé des Etats-Unis en 1995, il s'est installé ensuite à Amman puis à Damas lorsque la Jordanie a fermé les bureaux du Hamas sur son territoire. Considéré comme un financier de première importance du mouvement, il fait lui aussi partie du conseil central.

I-2-b Ses structures : Une multitude d'acteurs aux actions imbriquées

Le Hamas paraît être, comme on l'a vu, dirigé par un conseil consultatif -Majlis al-Chouradont les membres sont les successeurs du Cheikh Ahmed Yassine et du Dr Abdel Aziz Al-Rantissi, le Dr Mahmoud al-Zaher et Moussa Abou Marzouk - parfois dénommé aussi « Abou Oumar »- ou encore Khaled Meshaal, souvent décrit comme le chef réel du mouvement.

Les extrémistes du Hamas ne sont probablement qu'un petit noyau, difficilement dénombrable cependant, accompagnés par quelques milliers de combattants. Ils travaillent par petites cellules de manière très compartimentée, de sorte qu'il est difficile d'en tirer des informations ou de le pénétrer.

Le Hamas se compose de deux branches dites " ouvertes " et d'une branche militaire secrète par définition :

- Le Da'wa, responsable des activités ouvertes de recrutement, d'entraide sociale et de collecte des fonds. Il comprend les infrastructures administratives du mouvement. Ainsi, il finance un certain nombre d'activités économiques locales (élevage, production de vêtements, etc.)
- L'A'Alam, responsable des opérations de propagande, de l'information et de l'instruction idéologique. Ses activités se confondent souvent avec celles du Da'wa, notamment en ce qui concerne le recrutement et l'entraide sociale. Elle exploite une station de radio et télévision dans la plaine de la Bekaa.
- La branche militaire, initialement connue sous le nom de " Moudjahidin " est responsable des activités clandestines et elle se subdivise elle-même en trois organes:

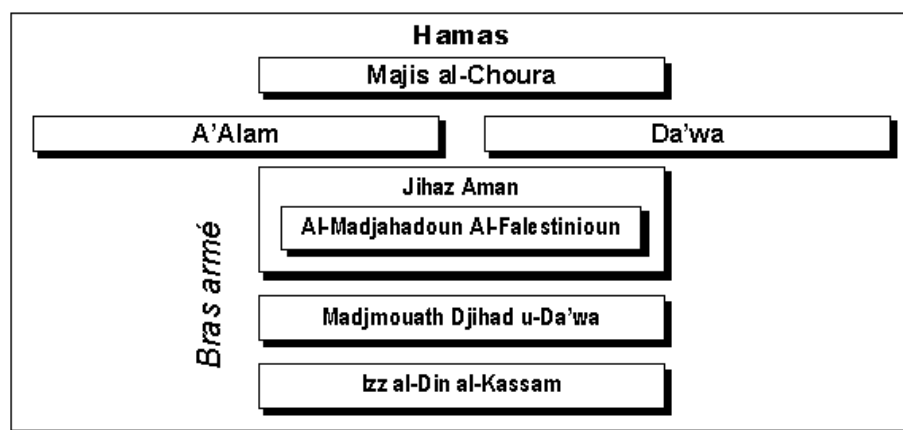
⁸ Pour de plus amples renseignements sur Abou Marzouk , et les réseaux de financement du Hamas, on pourra consulter avec profit le site de l'US Department of the Treasury, Office of the Public Affairs.

-Le Jihaz Aman, responsable de la sécurité. Il est notamment chargé de traquer et de punir les éventuels hérétiques, les collaborateurs avec les autorités israéliennes et les membres du mouvement ne respectant pas les règles de l'islam (comme la vente de stupéfiants). A cet effet il a créé, dès le début 1987, une unité responsable d'appliquer des châtiments aux contrevenants par la violence, jusqu'au meurtre, le Madjmouath Djihad u-Da'wa, également appelé Majd.

-L'Al-Madjahadoun Al-Filistinioun, créé en 1982 par le Cheikh Yassine comme organe de combat contre les Israéliens et contre les éventuels mouvements terroristes rivaux. Il est notamment responsable de l'acquisition d'armes pour le mouvement. Ses activités ne se sont cependant manifestées qu'après le déclenchement de l'intifada. C'est la mise à jour de ce mouvement par les services israéliens qui avait provoqué l'incarcération du Cheikh Yassine.

-l'Izz al-Din al-Kassam ou Azzedine al-Kassam, plus connue en Occident sous le nom de « Brigades Azzedine Al-Kassam », -du nom d'un activiste musulman des années 1930 ayant lutté contre l'implantation sioniste- elle a été créée en 1991 par Zacharia Walid Akel, et est le véritable responsable de l'unité militaire du Hamas dans la bande de Gaza. Il est implanté dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. On estime à 3 000 le nombre de ses activistes formés au terrorisme et à la guérilla urbaine. Jusqu'en 1994, il exécute ses attentats à l'arme de poing ou au poignard. Dès 1994, et à la suite du massacre d'Hébron (en février), l'emploi de missions-suicide et de bombes rendent les opérations du Hamas très meurtrières. Les bombes étaient conçues par Yahya Ayyash - dit « l'ingénieur » -, éliminé par le Mossad le 5 janvier 1996 au moyen d'un téléphone cellulaire piégé. Selon certaines informations récentes, l'Izz al-Din al-Kassam aurait été restructuré en décembre 2002 et remplacé, ou renforcé, par les Unités Abdallah Azzam.

Son organigramme pourrait donc être schématisé comme suit :



Il ne faut toutefois pas sous estimer le fait que le Hamas est une organisation largement souterraine et que les informations distillées çà et là ne sont jamais neutres. Il est donc difficile de déterminer celles qui participent du renseignement, de la propagande, voire de ce que l'on pourrait appeler « l'intoxication ».

I-2-c Son fonctionnement : Une organisation efficace

Le Hamas est particulièrement réputé, à juste titre semble t'il, pour tout ce qui concerne sa capacité à collecter des fonds provenant de très nombreux pays pour financer ses activités. Et ce malgré les mesures de lutte contre le financement des mouvements terroristes (dont il fait explicitement partie tant pour l'UE que pour les Etats-Unis) progressivement mis en place dès la fin des années 1990. Il bénéficie notamment d'un large appui auprès des pays musulmans. Ainsi il est entre autres financé par l'Arabie Saoudite et par l'Iran. Depuis 1993, le Hamas dispose d'un bureau à Téhéran. Sur un budget annuel estimé à 30 millions de dollars, l'Iran lui apporterait une aide financière annuelle de 10 millions de dollars, tandis qu'un montant estimé à 10 millions de dollars viendrait de dons privés.

Le Hamas exploite aussi un large réseau d'organisations charitables et d'associations sociales dans les territoires occupés, qui lui servent à récolter des fonds. A l'étranger, parmi les bailleurs de fonds du Hamas on trouve ainsi des associations aussi variées que :

- Comité de Bienfaisance et de Solidarité avec la Palestine (France)
- Fondation Al-Aqsa (Allemagne)
- Holy Land Foundation for Relief and Development (USA)
- Palestinians' Relief and Development Fund (plus connue sous le nom d'Interpal) (Grande-Bretagne)
- Palestine and Lebanon Relief Fund (Grande-Bretagne)
- Il est également financé par de grandes organisations arabes et musulmanes dans les pays du Golfe et en Europe, comme l'Islamic Relief Agency.

Parallèlement à ces activités de collecte de fonds et de bienfaisance, sont répertoriés certains camps d'entraînement- par nature plus difficilement identifiables-, notamment au Liban, au Soudan (Khartoum) et en Iran (Camp Imam Ali - au Nord de Téhéran, Karandanje - près de Qom, Beit el-Makdes - à Qom) de caractère ouvertement militaire.

I-3- Sa montée en puissance et l'accession au pouvoir :

I-3-a : Sa montée en puissance : résultat de la faiblesse du Fatah (image déplorable et dispersion des candidatures)

Malgré ses divergences, on peut considérer que le Hamas est une formation disciplinée, capable de tenir ses troupes et de gérer ses divisions. Ainsi dès le moment où sa direction s'est engagée auprès de Mahmoud Abbas à observer une trêve en février 2005, ses militants ont respecté la consigne et se sont aussi révélé plus respectueux de la hiérarchie que leurs homologues du Fatah. En décidant de participer au scrutin législatif et d'accéder aux commandes même « malgré lui » par certains aspects, le Hamas opérait une reconnaissance implicite du cadre juridique issu des accords d'Oslo. En effet, plus qu'une « divine » surprise le succès du Hamas est le résultat d'un piège électoral qui s'est refermé sur ceux qui l'avaient monté mais aussi d'une mauvaise stratégie de campagne, cumulée à l'image déplorable du Fatah.

I-3-b L'accession au pouvoir : une victoire claire mais non le raz de marée souvent évoqué

Le 25 janvier 2006, au soir des élections, le Mouvement de la résistance islamique obtenait 74 sièges sur 132 au Parlement⁹ – contre seulement 45 sièges au Fatah- grâce à un total de voix de 440 409 suffrages exprimés contre 410 409 au Fatah. La différence entre l'écart des voix obtenues par rapport au nombre de sièges étonne au premier abord, il faut tout d'abord noter que les données institutionnelles liées au mode de scrutin relativisent l'ampleur du succès électoral du Hamas : le mouvement islamiste a bénéficié de l'équation personnelle de ses candidats dans le cadre du scrutin majoritaire de circonscription, face à un Fatah éclaté en diverses candidatures , tandis que les résultats étaient beaucoup plus équilibrés lorsque le vote se jouait à la proportionnelle. Il faut rappeler que l'élection législative précédente, celle de 1996, s'était tenue sur la base du scrutin majoritaire plurinominal à un tour, dans le cadre de la circonscription, alors que celle de 2006 a introduit le scrutin de liste national à la proportionnelle pour la moitié des sièges (66), à l'instar du système électoral israélien. Cette modification de la loi électorale était intervenue après le succès des islamistes aux élections municipales de 2004-2005 dans le but évident à l'époque de favoriser le Fatah, largement plus implanté à l'échelon national au détriment des islamistes plus investis, on l'a vu, à l'échelon local. Au scrutin de liste nationale, le Hamas et le Fatah ont obtenu des résultats très proches

⁹ Cf Annexe 2 : Les résultats des élections de janvier 2006

avec respectivement 44% et 41% des voix. La différence s'est donc faite au scrutin de circonscription, où le Hamas a raflé 45 sièges contre 17 seulement au Fatah. Dans ce cas cependant on peut constater¹⁰ que l'écart en sièges ne reflète pas l'écart en voix, puisque les candidats les mieux élus du Hamas n'ont pas atteint la majorité des voix, sinon dans 2 circonscriptions (Hébron et Gaza) , les autres étant élus à la majorité relative seulement et non, comme l'ont prétendu un temps les médias occidentaux, à la majorité absolue, ce qui en soi relativise passablement la donne. Ils ont ainsi bénéficié de l'effet amplificateur classique du scrutin majoritaire à un tour et des nombreuses candidatures dissidentes de candidats se réclamant du Fatah, si bien qu'en cumulant les voix des candidats officiellement présentés par ces deux partis, le rapport de forces s'établit plutôt autour de 56% contre 43%.

La victoire du Hamas s'explique donc d'abord par l'affaiblissement de l'Autorité Palestinienne face à l'orientation unilatéraliste de la politique israélienne (construction du mur en Cisjordanie, poursuite de la colonisation , etc...) et l'impossibilité, en conséquence, de reconstituer une logique de paix. Il existe en effet un lien direct entre, d'une part, la capacité de mobilisation électorale du parti dirigeant, le Fatah, et, d'autre part, l'existence d'un processus de négociation produisant des résultats tangibles pour la population. L'échec du processus valide en retour une partie des prédictions du Hamas sur l'impossibilité de parvenir à la paix avec le gouvernement israélien par la voie d'un règlement négocié. De plus l'insistance israélienne à désigner le Hamas comme son pire adversaire a donné au simple électeur la possibilité d'exprimer la politique d'Ariel Sharon en déposant dans les urnes un bulletin favorable à l'organisation islamiste. Ce vote de protestation n'est sans doute pas l'expression d'un refus d'une paix israélo-palestinienne ainsi que le confirmait Hind Khoury, corroborant par là les sondages d'opinion¹¹ puisqu'une majorité de sondés palestiniens (66,3%) considérait, après les élections, qu'un gouvernement dirigé par le Hamas devait poursuivre les négociations avec Israël.

Dans un contexte bloqué, le Fatah n'a pas eu le courage de redéfinir les perspectives organisationnelles et politiques après la disparition de Yasser Arafat et de renouveler ainsi les cadres dirigeants. La multiplication des candidatures a été le symptôme le plus visible de cette

¹⁰ M. Thierry Le Roy, « *le vote du Hamas : quoi de neuf ?* » in la Revue d'études palestiniennes, n° 99, printemps 2006.

¹¹ Entretiens avec Mme Hind Khoury dans le cadre du séminaire « Israël- Palestine », CID, 20 décembre 2006 en commentaire d'un sondage réalisé par le centre des média et de communication de Jérusalem réalisé en février 2006, résultats publiés dans la revue 3 Pour la Palestine » n° 49, mars 2006.

décision politique, puisque la dispersion des voix du Fatah a permis aux candidats du Hamas de passer en tête dans de nombreuses circonscriptions. Le succès électoral du Hamas s'explique aussi, et c'est une raison au moins aussi importante que les précédentes, par la sécurité alimentaire et médicale assurée par ses réseaux de solidarité bien réels auprès des segments les plus vulnérables de la société palestinienne. L'ampleur de la crise humanitaire et la paralysie de l'AP ont renforcé la champ d'intervention d'une organisation qui bénéficie d'un soutien financier considérable en provenance de la péninsule arabe et de l'Iran.

La large victoire du Hamas n'a pas été anticipée par ses dirigeants, c'est aujourd'hui une évidence, de même qu'on peut estimer que ce parti ne cherchait pas une position hégémonique¹². Leurs calculs initiaux étaient fondés sur une progression électorale significative, qui leur aurait offert, au mieux, une majorité relative, plus modestement, un groupe parlementaire puissant grâce auquel ils auraient pesé sur la politique de l'AP, sans endosser la responsabilité des négociations avec le gouvernement israélien, comme c'est désormais le cas. Immédiatement après la publication des résultats, des consignes de retenue furent d'ailleurs transmises aux militants demandant qu'il n'y ait pas de manifestation de joie dans les rues.

On est donc loin à ce stade là de la « divine surprise » évoquée par les médias. Arrivés au pouvoir par un mécanisme somme toute classique, appelés à diriger une institution issue d'un processus politique qu'ils ont dénoncé dès l'origine, et combattu lorsqu'il fonctionnait encore, les responsables du Hamas savaient dès lors que la situation serait des plus délicate pour eux.

¹² Dans certaines circonscriptions il avait même été évité de présenter des listes complètes, comme dans le centre ville de Gaza où les islamistes n'ont aligné que 4 des leurs. Ils soutenaient ensuite un candidat musulman indépendant et un candidat chrétien sans grande envergure. Tous deux ont été brillamment élus. Ainsi le Fatah a pu sauver deux sièges dans ce bastion nationaliste parce que ces dernières positions avaient été laissées vacantes par les islamistes... in F. Charillon « *Le Moyen-Orient en crise* », Etudes de la documentation française, édition 2006-2007

II

LES EVOLUTIONS EN COURS ET A VENIR :

Ce que cette irruption peut changer ?

L'objet de cette seconde partie, plus prospective, n'est pas d'imaginer les bouleversements radicaux susceptibles d'intervenir et d'influer de manière décisive sur le conflit car les outils à disposition ne sont pas suffisamment fiables, mais plutôt de souligner les tendances lourdes qui sont susceptibles de marquer les évolutions des quelques mois et années à venir, à la lumière des constatations établies plus haut. Nous verrons notamment quelle a été la réalité du pouvoir pour le gouvernement formé par le Hamas, puis le point de vue israélien, enfin les autres acteurs.

II-1- Le Hamas à l'épreuve du pouvoir et les évènements depuis janvier 2006

II-1-a Une dure réalité pour Ismaël Hanyeh et son gouvernement

i- Une pression économique énorme

Avant même l'investiture parlementaire du premier gouvernement Hamas, le gouvernement israélien avait déjà gelé le reversement des taxes et droits de douanes à l'AP, soit 55 millions de dollars par mois. Puis les Etats-Unis engagèrent l'offensive économique contre le nouveau gouvernement islamiste. Dès le 17 février l'administration Bush exigea le remboursement d'une aide de 50 millions de dollars consacrée à la réhabilitation des infrastructures des Territoires occupés. Peu après, le Canada suspendit sa donation annuelle de 23 millions de dollars. Le 7 avril les Etats-Unis gelèrent leur aide directe en direction des Territoires palestiniens : le montant des fonds effectivement supprimés s'élevait à 246 millions de dollars, dont 45 millions directement destinés à l'AP, selon les chiffres du département d'Etat. Le 10 avril l'UE bloquait à son tour ses versements. Avant même d'avoir commencé son action, le nouveau gouvernement devait donc faire face à un risque de banqueroute imminente, placé dans l'incapacité de payer les salaires des fonctionnaires (soit 110 millions de dollars mensuels), leur retraite (soit 25 millions par mois). Or les salaires de la fonction publique sont, on le sait, le dernier filet de la protection sociale à Gaza et en Cisjordanie depuis le début de la seconde Intifada.

ii- Une situation sociale explosive

Sur le terrain, les acteurs impliqués dans la reconstruction des territoires occupés sont unanimes et mettent en garde contre les risques d'explosion sociale que fait courir cette stratégie d'étranglement, avec ses conséquences en termes de sécurité régionale. Dans une étude publiée en avril 2006 le bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) anticipait un taux de chômage de 45% de la population active en Cisjordanie et de 60% dans la bande de Gaza¹³. L'étude montre notamment que la fonction publique palestinienne emploie 152 000 fonctionnaires qui assurent directement la survie de près d'un million de personnes. La suspension de leur salaire ferait monter le taux de pauvreté de 67% en 2007 et 74% en 2008. Des chiffres en tout point similaires ont d'ailleurs été publiés par la banque mondiale. Par ailleurs l'organisation Médecins du Monde prévoit un effondrement du système de santé, puisque le fonctionnement des hôpitaux et dispensaires dépend entièrement du budget de la Santé.

iii- Cumulée à une situation sécuritaire largement détériorée

Outre l'embrago économique imposé par l'extérieur, le Hamas s'est trouvé très vite en but à une fronde plus en plus ouverte des responsables des services de sécurité palestiniens. Dès le début mars 2006 les incidents se sont multipliés : manifestations armées pour réclamer le paiement des salaires des fonctionnaires, occupation de ministères par des forces de l'ordre, assassinats de militants islamistes... Plus encore que l'asphyxie financière, le chaos sécuritaire menace un gouvernement qui avait promis le retour au calme à ses électeurs alors que la situation semble plutôt lui échapper de plus en plus¹⁴. A telle enseigne que certains analystes évoquent de plus en plus ouvertement la probabilité d'occurrence d'une guerre civile qui viendrait encore ajouter à la misère palestinienne. En réalité, sans nier la gravité des affrontements auxquels on assiste depuis plusieurs mois et leur ampleur grandissante, cette perspective semble peu crédible car la société palestinienne est relativement homogène et rien – origine ethnique, clanique, ou autres différences religieuses- sinon l'appartenance politique ne distingue les adversaires du moment¹⁵.

¹³ Voir l'étude M. Didier François « Le Hamas en Palestine : la victoire électorale de tous les dangers » in Etudes de la Documentation française, Paris, novembre 2006.

¹⁴ Pour le seul mois de janvier 2007 le nombre de victimes des combats entre factions palestiniennes s'élève à 95 morts et 138 blessés.

¹⁵ Interview de Mme Hind Khoury, représentant de l'AP en France, le 20 décembre 2006

II-1-b Quelques frémissements d'évolution

Tout en dénonçant le « chantage » exercé sur le nouveau gouvernement, le Premier ministre laissait toutefois entrevoir une possible flexibilité¹⁶, jurant notamment que son gouvernement « aborderait le accords signés par l'AP avec un sens élevé de la responsabilité nationale susceptible de servir au mieux les intérêts de notre peuple ». Le 5 avril 2006 M. Al-Zaher a évoqué dans une lettre à Kofi Anan, secrétaire général des Nations Unies, « une solution à deux Etats ». Les islamistes sont prêts à ouvrir des discussions à travers la communauté internationale, mais savent parfaitement que tout ce qu'ils auront cédé avant le début formel des pourparlers sera engrangé par leur adversaire israélien sans que ce dernier ait eu à céder quoi que ce soit sur ses propres positions. Pas question donc, lors de ces premières déclarations, de changer de stratégie.

Depuis Damas, Khaled Meshaal jure lui aussi que « le Hamas refusera de se soumettre aux pressions pour reconnaître Israël ». Cependant les termes choisis par la figure de proue de la direction extérieure réputée, on l'a vu, plus radicale que les chefs de Gaza, indiquent un espace ménagé pour des évolutions potentiellement rapides. Ainsi terrorisme et lutte armée ne sont plus qu'une « option » dans la politique globale du Hamas, tandis que jusqu'à 2005, le recours à l'extrême violence pour faire plier Israël constituait le socle de sa rhétorique. En clair il s'agit pour le Hamas de ne pas lâcher ses principaux atouts politiques, militaires et symboliques, avant d'avoir obtenu de la communauté internationale la garantie que des négociations avec Israël ne se termineront pas dans une impasse. L'expérience malheureuse du Fatah, ces dix dernières années, n'incite pas les islamistes à une exceptionnelle audace idéologique. Mahmoud Abbas veut toujours croire que le Hamas peut évoluer dans le sens de l'appropriation de la culture démocratique si l'Occident et Israël lui accordent l'espace politique nécessaire à ce cheminement. Pour l'heure les timides ouvertures des islamistes palestiniens n'ont semblé que peu convaincre les pays occidentaux et Israël. La situation est d'autant plus délicate à appréhender pour les observateurs extérieurs, que les véritables décideurs ne sont pas connus de manière évidente. Ainsi on aura pu noter que c'est bien Khaled Meshaal qui apparaît sur les photos officielles du récent accord de la Mecque obtenu entre Hamas et Fatah, au côté de Mahmoud Abbas et du roi Abdallah, et non Ismaïl Hanyeh, qui se trouve au second plan... Quand on sait la force du protocole chez les Arabes, on conçoit que ce signal n'est pas anodin, et qu'il complique encore un peu la donne.

¹⁶ Entretien accordé à la revue *Politique Internationale*, n°112, Été 2006, « *Ismaïl Hanyeh, le vrai credo du Hamas* »

II-2 Les attendus de la politique israélienne et les options possibles pour Israël

II-2-a Les invariants de la politique israélienne à l'égard des Palestiniens.

Du point de vue israélien, l'arrivée au pouvoir du Hamas a posé avec une nouvelle acuité la problématique de l'existence d'un Etat palestinien. Or Israël se refuse pour l'heure à envisager la création d'un Etat palestinien à ses côtés. Parmi les données objectives, trois suffiront à illustrer les blocages que ressent Israël devant la perspective de l'établissement d'un Etat palestinien pleinement souverain à ses frontières : le problème du partage de l'eau, celui de la sécurité de l'Etat israélien et, enfin, l'enjeu démographique, qui inclut la question des réfugiés. Après quoi nous aborderons ce qui pourrait cependant faire évoluer la position israélienne.

i- Le problème du partage de l'eau¹⁷

La question de la répartition des ressources en eau a toujours été fondamentale pour Israël, puisqu'elle était déjà soulevée par les revendications du mouvement sioniste. Ainsi Chaim Weizman suggérait dès 1920 que les frontières de la Palestine soient déterminées à partir de considérations hydrauliques. Elle est d'ailleurs profondément liée à l'expansion territoriale menée par ce pays depuis sa création en tant qu'Etat moderne en 1948. Ce n'est pas tant que toutes les conquêtes israéliennes soient justifiées par le besoin de s'assurer des ressources en eau, mais que son expansion territoriale et l'accroissement démographique qu'Israël cherche par tous les moyens à promouvoir ne peuvent se concevoir sans s'accompagner de ressources en eau supplémentaires. De plus, Israël ne peut laisser à ses voisins arabes les moyens de contrôler son alimentation en eau. Or les ressources en eau alimentant le territoire de la Palestine mandataire se trouvent essentiellement dans le bassin du Jourdain et dans les nappes aquifères de Cisjordanie et de Gaza, soit essentiellement dans les terres arabes selon le partage de 1948. L'expansion territoriale d'Israël entre 1948 et 1967 s'accompagne ainsi de l'acquisition parallèle de nouvelles ressources en eau. Et aujourd'hui, les deux tiers des besoins en eau des Israéliens sont assurés par des ressources puisées dans des territoires qui n'étaient pas inclus dans les frontières de 1948 – un tiers du lac de Tibériade et du Yarmouk, un tiers de Cisjordanie et de la nappe de Gaza¹⁸. De plus, et surtout, ces ressources sont

¹⁷ Cf Mémoire de géopolitique « la problématique de l'eau en Palestine, enjeu de conflit ou source de paix au XXIème siècle ? » CF D'Arbaumont, mars 2007.

¹⁸ Aymeric CHAUPRADE, « l'eau, Israël et la Palestine », « l'eau, Israël et la Palestine » article paru dans « les cahiers de Mars » n°167 - 4^otrimestre 2000 p 67

insuffisantes pour permettre de subvenir aux besoins des populations juives et palestiniennes, compte tenu de la démographie de celles-ci, et de la nécessité d'une agriculture d'irrigation à laquelle ni l'Etat israélien, ni le virtuel « Etat palestinien » ne voudront renoncer. La rareté des ressources en eau, et leur importance vitale pour Israël, constitue ainsi un premier exemple d'obstacle « physique » à la création d'un Etat palestinien indépendant dans les territoires de la Palestine mandataire. D'ailleurs, en 1990 le ministre israélien de l'agriculture considérait qu'à elle seule, elle empêchait Israël d'envisager de céder le contrôle physique de la Cisjordanie ¹⁹.

ii- La sécurité de l'Etat d'Israël

La sécurité physique d'Israël constitue une autre raison « objective » expliquant les fortes réticences d'Israël à admettre l'établissement d'un Etat palestinien dans les territoires occupés. La nécessité de garantir la sécurité de son territoire par plus de profondeur stratégique que ne lui en accordait le partage de 1948 a en effet toujours été un des arguments les plus forts avancés par Israël pour justifier ses conquêtes territoriales, à l'occasion des guerres qui l'ont opposé à ses voisins arabes. C'est ainsi qu'Israël a conquis le plateau du Golan en 1967, parce qu'il surplombait la Galilée et que c'était d'ailleurs par là que les troupes syriennes étaient entrées en Palestine mandataire pendant la première guerre israélo-arabe en 1948. De même, les « colonies de sécurité », notamment de la vallée du Jourdain, sont ainsi nommées parce qu'elles sont censées protéger Israël d'attaques extérieures, raison pour laquelle non seulement elles ne seront pas démantelées mais elles ont continué à croître malgré le processus de paix. Par ailleurs, un Etat palestinien pleinement souverain est considéré en soi comme une menace pour la sécurité d'Israël. Répondant à la question pourquoi ne déclarez-vous pas « j'accepte un Etat palestinien avec des pouvoirs limités » ? Benyamin Netanyahou déclarait en 1998, justifiant encore son refus d'accepter la notion même d'un Etat palestinien, : « [...] la formation des symboles de souveraineté tend en fin de compte à se muer en réalité. Pourquoi accepterions-nous que les Palestiniens introduisent sur le territoire qui leur sera dévolu n'importe quel type d'armement ? Pourquoi leur permettrions-nous de conclure des accords de défense avec des pays tels que l'Irak ou l'Iran ? » ²⁰.

¹⁹ Aymeric CHAUPRADE, « l'eau, Israël et la Palestine » p 66

²⁰ « Pour une paix sans illusions » entretien avec Benyamin Netanyahou paru dans « politique internationale n°77 – Paris 1997

iii- L'enjeu démographique

Enfin, troisième illustration des données « objectives » qui empêchent Israël de laisser s'implanter un Etat palestinien : les perspectives démographiques et migratoires. En effet, s'il avait été proclamé le 4 mai 1999, soit cinq ans jour pour jour après les accords du Caire, l'Etat palestinien compterait 3,05 millions de ressortissants. Ajouté aux 970 000 Palestiniens citoyens israéliens cela porte à quatre millions le nombre de palestiniens qui vivent sur le territoire de la Palestine du mandat britannique. Ainsi, malgré les exodes de 1948 et 1967, la population palestinienne aura triplé en cinquante ans. Face aux palestiniens, le Grand Israël alignerait 4,78 millions de juifs. Mais les Palestiniens jouissent d'un capital de croissance trois à quatre fois plus élevé que la population juive : leur taux de fécondité se monte à 6 enfants par femme en Cisjordanie et à Gaza, et à 4,2 enfants par femme en Israël, contre 2,6 enfants par femme parmi la population juive. A ce rythme, les Palestiniens deviendront majoritaires en Palestine mandataire avant 2010 ²¹. Dès lors, on comprend également mieux pourquoi Israël est tellement opposé au retour des réfugiés, retour auquel il lui serait très difficile de s'opposer dans le cas d'un Etat palestinien souverain. La question démographique empêche d'ailleurs tout autant la perspective d'un état binational qui constitue une hantise pour Israël ; elle a d'ailleurs selon Nadine Picaudou ²² « inspiré le scénario d'Oslo, lequel prétend séparer les êtres humains tout en conservant à l'Etat d'Israël une souveraineté globale sur le territoire, par le biais du contrôle des frontières, de l'espace aérien et du sous-sol (notamment de l'eau) » .

Certaines considérations viennent cependant pondérer ces éléments, qu'on pourrait croire rédhibitoires, c'est là tout l'enjeu d'une négociation possible. Parmi ces considérations nous nous intéresserons au retrait si emblématique de la bande de Gaza d'une part, et à la réorganisation de l'arène politique israélienne d'autre part.

II-2-b- Ce qui pourrait faire évoluer la situation

i-Les leçons du retrait de Gaza

Le 12 septembre 2005, les derniers soldats israéliens quittaient la bande de Gaza. Une occupation de 38 ans prenait fin. Ce départ sans fanfare intervenait bien en avance sur le

²¹ « Proche Orient, la déchirure » cahier du « monde diplomatique » - Paris 2002

²² Nadine PICAUDOU, « d'une intifada à l'autre, la société palestinienne en mouvement ».

calendrier prévu. Il faisait suite à l'évacuation forcée, à la mi août, des 21 colonies de ce territoire, des 4 à 5000 habitants qui y résidaient encore et des quelques milliers de manifestants qui les avaient rejoint pour leur témoigner leur soutien.

De la mise en œuvre fructueuse, dans une certaine mesure, du plan de désengagement de Gaza, plusieurs leçons méritent d'être tirées. La première c'est que les faits accomplis sur le terrain, dont les colonies étaient le symbole le plus visible, ne sont pas irréversibles, contrairement à ce que d'aucuns de part et d'autre voudraient faire accroire. Une volonté politique déterminée peut les remettre en cause. Cette volonté politique n'a jamais fait défaut à Ariel Sharon par exemple. Après avoir annoncé son plan de retrait unilatéral en février 2004, l'ancien premier ministre a su, en effet, pour parvenir à ses fins, passer outre l'opposition des militants de son propre parti, le Likoud, surmonter l'hostilité de la majorité des députés du camp nationaliste, et résister à la fronde de nombreux ministres. En décidant de mettre un terme à la présence israélienne dans la bande de Gaza, cet homme qui avait tant fait pour la renforcer pendant des décennies a fini par faire prévaloir les considérations stratégiques au détriment des motivations idéologiques. Abandonner cette contrée peuplée de 1,3 million de Palestiniens et dépourvue de véritable utilité militaire, c'était conjurer le spectre de la parité démographique judéo-arabe. Un objectif suffisamment important pour renoncer au rêve d'un Grand Israël s'étendant de la mer au Jourdain...

La deuxième leçon, c'est que le mouvement des colons n'est en mesure de peser véritablement sur le jeu politique qu'aussi longtemps qu'il dispose de relais puissants à l'intérieur du système politique. Mais si ces relais lui font défaut, il n'est plus en mesure de contrecarrer les évacuations des implantations décidées par le gouvernement. Certes, la mobilisation de la rue peut tenter d'infléchir le pouvoir. Manifestations, sit in et blocage de routes, conduits surtout par des adolescents religieux, soutenus par des groupes ultra nationalistes, se sont multipliés. Des responsables religieux ont officiellement protesté contre toute rétrocession de la « terre d'Israël », allant parfois jusqu'à appeler les soldats à désobéir aux ordres²³. Deux marches de protestation réunissant plusieurs dizaines de milliers de manifestants, se sont tenues au cours de l'été aux abords de la bande de Gaza, sans pouvoir y pénétrer, celle-ci ayant été déclarée zone militaire interdite d'accès. Deux rassemblements imposants se sont également tenus, à la veille de l'évacuation de Gaza, dans la vieille ville de Jérusalem et à Tel Aviv. Au total, ces différentes actions de mobilisation organisées par le

²³ Ce cas de figure ne s'est cependant matérialisé qu'une fois lors de l'évacuation des colonies.

camp nationaliste n'ont eu absolument aucun impact politique et n'ont en rien contrarié le plan de retrait gouvernemental.

Cela conduit au troisième enseignement : toute politique de retrait territorial est quasiment assurée de réussir si elle bénéficie du soutien majoritaire de l'opinion publique. Tout au long de l'été 2005 Ariel Sharon a su pouvoir compter sur cet appui. Le désengagement de Gaza n'est pas tellement important en soi – même si, pour les Palestiniens, récupérer 20% d'un territoire exigu et surpeuplé est tout à fait appréciable – Mais il institue un précédent : Si les colonies ont été évacuées à Gaza, elles peuvent l'être aussi, au moins partiellement, en Cisjordanie²⁴. Ces leçons ont été retenues par beaucoup, à commencer par Ariel Sharon. Toutefois le Premier ministre avait compris aussi que s'il souhaitait continuer dans cette voie il lui était nécessaire de disposer d'une base politique solide, que le Likoud par trop réservé, voire hostile au plan de désengagement, ne lui offrait plus. D'où sa décision, le 21 novembre 2005, de quitter ce parti pour créer Kadima.

ii- L'attitude face au Hamas

Le phénomène Kadima est tout à fait inédit dans la vie politique israélienne, qu'il a reconfigurée complètement. La démarche pragmatique mise en avant par ce parti lui a d'emblée assuré une large audience populaire, mais ce succès était, pour une part non négligeable, lié à la confiance qu'inspirait Ariel Sharon, chef de guerre, certes, mais qui avait su opérer un tournant réaliste. D'où l'hypothèque bien réelle qu'a fait peser sur ce processus l'attaque cérébrale dont ce dernier a été victime. Cette péripétie a durablement compromis la légitimité de la démarche envisagée à savoir l'unilatéralisme comme choix stratégique, que Sharon avait imposé et consciencieusement mis en œuvre tout au long de l'année 2005, mais qui ne convenait plus aussi bien avec son successeur à la barre et un nouveau contexte politique palestinien.

Globalement on peut constater qu'après un été 2006 particulièrement violent²⁵, si Israël se refuse, logiquement, à tout contact diplomatique avec un gouvernement Hamas qui nie sa légitimité, il maintient des liens avec le Président Abbas qui tente de se présenter comme le partenaire naturel d'Israël. Juridiquement il a sans doute raison, mais politiquement il apparaît bien affaibli face à un Hamas contrôlant à la fois le Parlement et nombre de

²⁴ Cf Annexe 3 : Les implantations de colonies en Cisjordanie.

²⁵ Les autorités palestiniennes affirment que 256 personnes ont été tuées pendant les affrontements des mois de juillet et août 2006, affrontements quelque peu passés sous silence du fait de la médiatisation du conflit libanais.

municipalités. Or les israéliens n'avaient pas manifesté beaucoup de diligence à négocier avec M. Abbas en 2005, lorsque sa situation politique interne était bonne. Ils ont encore moins de raisons de le faire aujourd'hui. On peut donc conclure qu'à tout point de vue, le contexte politique palestinien peu propice à une relance des négociations, n'encourage qu'à une perpétuation de la logique unilatérale. Non pas dans la forme qu'elle avait prise jusqu'ici – qui a démontré à l'été 2006 que trop de questions avaient été laissées en suspens lors du retrait de Gaza- mais en l'amménageant d'une manière restant à définir.

II-3 Les autres intervenants potentiels

II-3-a Les autres pays arabes

S'il n'entre pas dans le périmètre de cette étude d'aborder avec minutie le conflit israélo-libanais de l'été 2006, force est de constater qu'il a et aura sans doute à l'avenir des répercussions sur le conflit israélo-palestinien. En effet, il a notamment souligné la profonde faiblesse des régimes arabes qui se posent en promoteurs d'une approche diplomatique et pacifique de la crise globale, par rapport à leurs détracteurs partisans de l'action violente et armée. Si l'on a pu jadis affirmer que les guerres israélo-arabes avaient contribué, par certains aspects, à unifier le monde arabe, le dernier conflit en date -ironiquement dénommée « guerre des deux soldats » par certains commentateurs arabes- a eu au contraire pour effet de souligner s'il était besoin, de profondes fractures parmi les arabes. Or ces fractures séparent indubitablement les régimes arabes de leurs opinions publiques. En résumé on peut considérer qu'en résistant victorieusement à Israël pendant plusieurs semaines, le Hezbollah a accompli ce qu'aucun Etat arabe n'avait réussi à faire depuis 1973 : redonner quelque fierté nationale à des peuples qui se considèrent en but à l'agression, à l'occupation et à l'oppression sur le plan interne. Les critiques ouvertes à l'égard du Hezbollah formulées par les régimes arabes au début du conflit ont de fait cessé très vite face aux réactions populaires qu'elles ont occasionnées. On peut légitimement considérer que ces attitudes faisaient peu de cas de l'islamisation évidente que connaissent toutes les capitales arabes depuis au moins deux décennies. Or la volonté claire, et plusieurs fois réaffirmée, d'Israël de lier l'action du Hamas²⁶ et celle du Hezbollah²⁷ a eu pour effet de renforcer la position des mouvements islamistes en général dans la région. Si l'on combine à cela la montée indéniable de

²⁶ Prise d'otage du caporal Shalit à Gaza le 25 juin 2006 à Keren Shalom.

²⁷ Attaque d'une patrouille et prise d'otages de deux soldats

l'influence chiite dans la région sous la pression de l'Iran, on conçoit que les régimes arabes dans leur ensemble soient particulièrement frileux à l'idée d'être associés à une quelconque nouvelle initiative venant des Etats-Unis ou des Britanniques, dont la crédibilité est par trop compromise dans la région, et qu'ils aspirent plutôt à une nouvelle impulsion endogène si possible, à tout le moins donnée par l'UE ou d'autres.

Dans le même temps on peut constater qu'une fois encore il n'existe aucune unité dans les efforts ponctuels apparus çà et là en vue de proposer une résolution à la crise, qu'il s'agisse du plan global saoudien, tentatives de relance égyptiennes... Tout au plus peut on estimer que dans le cadre d'un plan de « containment » américain face à l'Iran, visant à ériger une sorte de « mur arabe » pour contrer la montée en puissance de ce que les Etats-Unis considèrent comme une menace perse, les arabes estiment qu'un préalable serait une avancée significative dans le conflit tellement emblématique israélo-palestinien. Ceci permettrait de regagner quelque appui parmi leurs opinions publiques aujourd'hui très désabusées.

C'est en ce sens qu'on peut lire la toute récente organisation d'une rencontre entre Fatah et Hamas à la Mecque. Cette rencontre, placée sous l'égide du roi Abdallah d'Arabie Saoudite, a débouché le 8 février dernier sur un accord visant à établir un gouvernement d'union nationale. Ce dernier placé sous la direction d'Ismail Hanyeh tarde encore à voir le jour, mais le principe est louable et permettrait sans doute de débloquer quelque peu la situation.

II-3-b Les Occidentaux

i-L'Union Européenne telle qu'elle apparaît sur le terrain

Parallèlement à cette rupture constatée au sein des pays arabes, face à l'effondrement de la popularité de l'Occident dans le monde arabo-musulman ces dernières années, l'UE s'est inquiétée du risque bien réel d'être considérée sur le même pied que les Etats-Unis. Soucieuse de plus des répercussions que cela pourrait avoir sur le plan intérieur, elle a cherché à exprimer et à promouvoir une vision alternative à l'égard des problèmes du Moyen-Orient et en particulier au sujet du conflit israélo-palestinien. Cela a été particulièrement visible lorsque, durant le conflit de l'été 2006, de nombreuses voix européennes, dont celle de la France, se sont prononcées en faveur d'un cessez le feu immédiat au contraire de Washington. Cette attitude aura sans doute des retombées positives car les diplomates de l'UE sont persuadés qu'une intervention efficace et satisfaisante au Liban, qui satisferait à la fois la demande sécuritaire israélienne et du Liban, sans contribuer à affaiblir encore un peu l'autorité gouvernementale libanaise, pourrait bien servir de modèle à un engagement ultérieur en Palestine. Des discussions sont en cours à l'heure actuelle, qui visent à élargir le

dispositif existant au point de passage de Rafah afin de prendre en compte d'autres points de passage. De même des propositions ont émergé quand à la mise en place éventuelle d'une présence militaire européenne dans les zones de Cisjordanie dont Israël pourrait se retirer prochainement.

De manière spécifique il semble que l'UE est peut être en train d'adopter une attitude quelque peu différente de celle qu'elle a eu jusqu'ici à propos de la situation en Palestine. Dès le mois de juillet 2006, de hauts responsables européens sont arrivés à la conclusion que la posture politique inflexible du début serait manifestement inefficace pour obliger en l'état le Hamas à changer comme pour le faire renoncer au pouvoir. Ils ont donc prôné une attitude plus pragmatique à l'égard des islamistes. A la différence des Etats-Unis, les Européens ont appuyé la formation d'un gouvernement d'union nationale et annoncé qu'ils réduiraient leur boycott économique et financier si un tel gouvernement voyait le jour. Le succès des discussions menées à la Mecque au début du mois de février 2007, aboutissant le 8 février à un accord sur la formation d'un tel gouvernement est donc de bon augure, dans une période qui en manque cruellement.

ii- Les Etats-Unis

Si l'on excepte les visites récurrentes de Mme Rice dans la région, visites que l'on pourrait qualifier de plus ostentatoires qu'efficaces, les Etats-Unis semblent les grands absents des derniers avatars du conflit israélo palestinien. Leur situation dans au Moyen Orient est certes largement compromise par leur aventure irakienne, cependant nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour dire que la première puissance mondiale ne saurait trop longtemps s'écarter de cette crise emblématique. De M. Baker à M. Abbas, de M. Carter à M. Ross, chacun en appelle à un nouvel élan dans la région dont l'impulsion pourrait être donnée par la diplomatie américaine. Les Etats-Unis ont dans un premier temps emboîté le pas à Israël en matière de boycott du gouvernement Hamas, puis dans l'attente des élections de mi mandat du mois de novembre ont attermoyé, et semblent se trouver désormais dans une phase d'indécision indéfinie n'ayant peut être pour horizon que la succession de l'actuel président. On peut affirmer que M. Georges Bush a en effet largement mis sous le boisseau toute velléité d'intervenir de manière décisive dans ce conflit dès lors qu'il a déclaré en 2005 qu'il ne croyait guère à l'érection d'un quelconque Etat Palestinien avant la fin de son second mandat en 2009²⁸.

²⁸ Solution des Deux Etats dont il s'était pourtant lui-même fait le promoteur quelques années auparavant.

CONCLUSION

Au Moyen Orient c'est une parfaite banalité que d'affirmer que tout est un peu plus compliqué, et le rapide tour d'horizon brossé ci-dessus nous l'aura confirmé. Cependant tout peut aussi aller très vite tant dans un sens négatif, comme la guerre du Liban à l'été 2006 nous l'a rappelé une fois encore, ou en évoluant positivement contre toute espérance, comme l'a démontré en son temps la fulgurante avancée vers la paix qu'a constitué le processus d'Oslo, laissant croire un temps que la solution de ce conflit si long et douloureux était à portée de main...

Dans le contexte actuel il peut paraître un peu incongru d'envisager quels pourraient être les préalables à une reprise de la marche vers la paix . Néanmoins on peut gager qu'un certain nombre de préalables aideraient sans doute à retrouver quelque optimisme. Ces préalables viseraient à la fois à retrouver quelque confiance entre partenaire, et à permettre une amélioration de la situation humanitaire palestinienne qui ne cesse d'empirer pour l'heure.

Parmi ces propositions on peut citer :

- Un cessez le feu véritable accepté par l'ensemble des factions palestiniennes, assumé par le gouvernement, comprenant l'arrêt de toute attaque contre Israël et les israéliens.
- L'arrêt réciproque des actions militaires israéliennes, y compris des assassinats dits ciblés qui se perpétuent encore aujourd'hui.
- Un échange de prisonniers.
- La rétrocession par Israël des taxes perçues au titre de l'AP, éventuellement couplée à la mise en place d'un système transparent de vérification de la provenance des dons octroyés à l'AP.
- La mise en œuvre de l'accord de libre circulation entre la bande de Gaza et la Cisjordanie signé en son temps sous l'égide des Etats-Unis en novembre 2005, comprenant la réouverture des points de passage et permettant de rétablir les échanges entre ces deux territoires.
- L'évacuation par Israël des « colonies sauvages » et un gel des colonies existantes.

- Un retrait progressif des troupes israéliennes, d'abord sur leurs positions d'avant la seconde intifada, puis , en fonction des améliorations de la situation sécuritaire, de nouvelles zones de Cisjordanie.

On peut constater que ces avancées, sont loin d'être utopiques et pourraient s'effectuer même si un gouvernement d'union nationale n'était pas rassemblé dans l'immédiat. Reprenant le modèle de ce qui a été mis en place au Liban, le quartet ²⁹,et plus spécialement l'Union Européenne pourrait éventuellement s'engager à envoyer sur place une force visant à observer la mise en œuvre de ces accords par chacune des parties, et prendre en charge, comme elle le fait à Rafah la sécurité de certains points de passage, ainsi que celle des zones dont se retireraient les israéliens afin de leur éviter les déboires consécutifs au retrait de Gaza.

Dans le cas où aucune de toutes ces avancées ne verrait le jour à brève échéance on ne peut guère qu'être pessimiste. Dans un contexte international où le choc des civilisations est souvent instrumentalisé à plaisir, comme le montrent bien les déclarations incendiaires récurrentes de M. Ahmadinejad par exemple, le devenir de la question palestinienne est absolument central et décisif : si les Palestiniens perdaient tout espoir d'un règlement territorial satisfaisant, alors leur combat pourrait bien se « dématérialiser » en quelque sorte et basculer ainsi dans le jihad global, ce dont il ne participe pas pour l'heure, en dépit de la volonté israélienne, nous l'avons vu, de l'inscrire dans ce registre en l'agglomérant à l'islamisme radical. Un tel phénomène est d'ores et déjà perceptible au Liban, où du fait des accords d'Oslo, les réfugiés palestiniens ont commencé à douter de pouvoir un jour exercer leur « droit au retour » et c'est pourquoi certains évoquent l'émergence dans les camps de réfugiés d'éléments se rapprochant d'Al-Qaeda³⁰.

Il y a bien sûr là un enjeu de taille, illustré par exemple à l'été 2006 lors de la prise d'otage du caporal Shalit, le 25 juin à Keren Shalom revendiquée conjointement par les comités populaires de la résistance, les brigades Al-Qassam liées au Hamas et une « Armée de

²⁹ Le Quartet comprend l'Union Européenne, les Etats-Unis, la Russie et l'Organisation des Nations Unies. Ensemble informel, il a reçu ce nom à l'occasion de la publication de l'initiative de paix de 2003 appelée « feuille de route ».

³⁰ On pourra se reporter concernant le processus d' « Al-qaedatisation » d'un camp de réfugiés palestiniens au Liban à l'étude terrain effectuée par M. B. Rougier, « le Jihad au quotidien ». Paris, 2004.

l'Islam », jusque là inconnue, et qui semble renvoyer à la mouvance Al-Qaeda. Il faut bien sûr se méfier des leurre et des manipulations, dans une région qui a parfaitement assimilé le langage américain de la « guerre contre la terreur » et n'hésite pas à en jouer pour mieux piéger les occidentaux. Néanmoins on peut dans le même temps constater que cet enjeu n'a sans doute pas échappé à cette organisation puisque dans un communiqué diffusé au mois de mai 2006, Oussama Ben Laden accorde une centralité, toute nouvelle dans le discours de son organisation, à la question palestinienne. Il apparaît modéré dans ses critiques du Hamas, qui a accepté de participer aux processus électoral, et joue sur l'indignation suscitée partout dans le monde arabe et musulman par le traitement réservé au gouvernement palestinien issu des élections de janvier 2006 et à son boycott par les occidentaux. Le leader d'Al-Qaeda entend bien contrer le processus d'intégration de l'islamisme dans le jeu démocratique et montrer que la résistance radicale qu'il incarne est la seule option possible pour les musulmans.

Dans l'immédiat il semblerait donc extrêmement souhaitable de découpler le cas du Hamas de celui du Hizbollah : l'idée chemine chez certains Européens, mais l'administration Bush laissera t'elle faire alors même que l'allié israélien n'a de cesse justement de vouloir lier les deux questions ? Le Hamas est présent pour longtemps sans doute, on l'a vu, et il faudra s'en accommoder. Il n'y a donc pas d'alternative à la bonne volonté pour cette région, la politique du pire qui consisterait à laisser pourrir encore longtemps la situation serait sans doute porteuse de drames incommensurables. Le mieux serait au contraire de saisir la prochaine opportunité, comme le gouvernement d'union nationale tant attendu, pour lancer des procédures tangibles... Comme le rappelait le Président Chirac le 5 janvier 2007, devant le corps diplomatique réuni à l'occasion des traditionnels vœux : « Le Moyen-Orient est devenu l'épicentre des tensions internationales... Les armes s'y accumulent et s'y diffusent. Dans cette région, berceau des trois grands monothéismes, nous voyons les conflits s'amalgamer au risque d'un affrontement d'une ampleur insoupçonnable »³¹.

³¹ Le spectacle du monde, février 2007, p 34.

Annexe 1

Chronologie sommaire

1917

- Déclaration de Lord Arthur James Balfour évoquant « l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ».

1947

- 29 novembre : L'Assemblée générale des Nations unies adopte le plan de partage de la Palestine par la résolution 181 qui prévoit un Etat juif, un Etat arabe et une zone « sous régime international particulier ».

1948

- 14 mai : Proclamation de la naissance de l'Etat d'Israël par David Ben Gourion.
- 15 mai : Les armées des Etats arabes, refusant le plan de partage, pénètrent en Palestine
- 11 décembre : Résolution 194 des Nations Unies qui décide « qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins ».
- Le 16 juin 1948 David Ben Gourion déclare : « Nous devons empêcher à tout prix leur retour ».

1950

- 24 avril : Annexion de la Cisjordanie par la Transjordanie. L'Egypte assure son contrôle sur Gaza.

1951

- Octobre : Israël refuse le plan de paix de l'ONU, accepté par l'Egypte, la Syrie, le Liban et la Jordanie.

1956

- Octobre-novembre : Agression d'Israël, de la France et de la Grande-Bretagne contre l'Egypte, après la nationalisation par Nasser du canal de Suez, le 26 juillet.

1959

- Octobre : Premier congrès du Fatah, créé au Koweït.

1964

- 29 mai : Création de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à Jérusalem.

1967

- 5-10 juin : Guerre dite des six jours. Israël occupe le reste de la Palestine (Cisjordanie, bande de Gaza, Jérusalem-Est), le Sinâï égyptien et le Golan syrien. Dès l'été, leur colonisation commence.
- 22 novembre : Le Conseil de sécurité des Nations unies adopte la résolution 242.

1969

- 1er-4 février : Cinquième Conseil national palestinien. M. Yasser Arafat devient président du Comité exécutif de l'OLP.

1970

- Graves affrontements entre l'OLP et le gouvernement jordanien aboutissant à l'écrasement de l'OLP. Pour venger ses morts, une partie de la direction palestinienne se lance, sous le sigle « Septembre noir », dans une série d'opérations terroristes. Cette phase se terminera en 1974 par la venue de M. Arafat aux Nations unies. L'OLP est expulsée de Jordanie. La direction de la Résistance palestinienne s'installe au Liban.

1972

- 5-6 septembre : Assassinat de plusieurs athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich par un commando de l'organisation palestinienne « Septembre noir ».

1973

- 6 octobre : Offensive des troupes égyptiennes et syriennes pour reconquérir les territoires occupés par Israël. Début de la guerre d'Octobre, dite aussi guerre de Kippour ou du Ramadan.
- 22 octobre : Adoption de la résolution 338 du Conseil de sécurité. Les combats cessent quelques jours plus tard.
- 26-28 novembre : Sommet arabe d'Alger. L'OLP est reconnue comme « seul représentant du peuple palestinien ». La Jordanie s'abstient sur cette résolution.

1974

- 1er-9 juin : Douzième Conseil national palestinien. L'OLP accepte l'idée d'une autorité nationale sur « toute partie libérée de la Palestine ». Quelques semaines plus tard se crée le Front du refus conduit par le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP).

- 13 novembre : Discours de Yasser Arafat à l'ONU. Les Nations unies reconnaissent le droit des Palestiniens à l'indépendance et l'autodétermination. L'OLP obtient le statut d'observateur.

1976

- 13 avril : Élections municipales en Cisjordanie occupée. Large victoire des candidats proches de l'OLP.
- 6 septembre : L'OLP est admise comme membre à part entière de la Ligue arabe.

1977

- 19-21 novembre : Voyage du président égyptien Anouar Al Sadate à Jérusalem.

1978

- 14 mars : Israël envahit le Sud-Liban.
- 17 septembre : Signature des accords de Camp David entre l'Égypte, Israël et les États-Unis, condamnés par le sommet arabe de Bagdad en novembre.

1981

- 6 octobre : Assassinat du président Sadate.

1984.

- 1er octobre : Raid de l'aviation israélienne sur le quartier général de l'OLP en Tunisie (70 morts)

1987

- 20-26 avril : Réunion de l'OLP (Fatah, FPLP, FDLP, PCP) lors du dix-huitième Conseil national palestinien, réuni à Alger.
- Décembre : Début à Gaza, puis en Cisjordanie de la première Intifada, ou soulèvement palestinien dans les territoires occupés par Israël, appelée aussi guerre des pierres.
- Création officielle du Hamas

1988

- 12-15 novembre : Dix-neuvième session du Conseil national palestinien à Alger : l'OLP proclame l'État de Palestine, reconnaît les résolutions 181, 242 et 338, et réaffirme sa condamnation du terrorisme.
- 13 décembre : Discours de Yasser Arafat devant l'Assemblée générale des Nations unies à Genève (les États-Unis ayant refusé un visa au chef de l'OLP) dans lequel il reprend les déclarations du CNP de novembre. Le lendemain il condamne le

terrorisme sous toutes ses formes. Washington accepte alors d'ouvrir un « dialogue substantiel » avec l'OLP.

1992

- 16 décembre : Suite à l'enlèvement et à l'assassinat d'un garde-frontière par le Hamas, le gouvernement Rabin expulse vers le Sud-Liban 415 Palestiniens suspects de sympathie pour les islamistes. Condamnée par le Conseil de sécurité, cette décision bloque le processus de paix pendant plusieurs mois.

1994

- 14 octobre : . MM. Arafat, Pérès et Rabin reçoivent conjointement le prix Nobel de la paix.
- 26 octobre : Signature du traité de paix entre Israël et la Jordanie.

1995

- 28 septembre : Malgré un nouvel attentat à Jérusalem, le 21 août, M. Arafat et Rabin signent à Washington, en présence des présidents Clinton et Moubarak ainsi que du roi Hussein, des accords sur l'extension de l'autonomie à la Cisjordanie, dits Oslo II.
- 4 novembre : Assassinat d'Itzhak Rabin par l'étudiant d'extrême-droite Yigal Amir. Il est remplacé par M. Shimon Peres.
- Novembre-décembre : Israël achève son retrait des villes palestiniennes - sauf Hébron.

1996

- 20 janvier : M. Yasser Arafat est élu président de l'Autorité palestinienne et ses partisans emportent les deux tiers des 80 sièges au Conseil d'autonomie, qui prend le nom de Conseil législatif.
- Février-mars : En guise de représailles après l'assassinat de Yahya Ayache, l'« ingénieur » du Hamas, par les services secrets israéliens, le Hamas organise, à Jérusalem, Tel Aviv et Ashkelon, une série d'attentats terroristes sanglants qui font plus de cent morts et déstabilisent le gouvernement Pérès.
- 24 avril : Réuni pour la première fois en Palestine, à Gaza, le Conseil national palestinien élimine de sa Charte tous les articles mettant en cause le droit à l'existence de l'État d'Israël.

1997

- 25 septembre : La police palestinienne autonome ferme seize bureaux et associations liés au Hamas. Le même jour, le Mossad tente d'assassiner en Jordanie le directeur du bureau politique en exil de Hamas, M. Khaled Mechaal.
- 1er octobre. Sous la pression de la Jordanie, Israël libère le cheikh Ahmed Yassine, chef spirituel de Hamas, qui sera triomphalement accueilli à Gaza le 6 octobre. La Jordanie échange les deux agents du Mossad contre 35 prisonniers palestiniens.

1998

- 23 octobre : Accord de Wye Plantation. L'Autorité palestinienne devrait récupérer dans les trois mois 13 % supplémentaires du territoire de la Cisjordanie (dont 1 % en pleine souveraineté et 12 % en souveraineté partagée avec Israël), en échange d'une répression accrue de la part de la police palestinienne des mouvements hostiles à la paix ; la CIA supervise le plan de « lutte contre le terrorisme ».

1999

- 4 mai : Fin de la période d'autonomie palestinienne prévue par la Déclaration de principes du 13 septembre 1993. Le lendemain, au vu de l'engagement pris par le président américain William Clinton, dans une lettre à M. Arafat, de tout faire, lui aussi, pour que les négociations sur le statut final de la Cisjordanie et de la bande de Gaza aboutissent « dans un délai d'un an », le Conseil central de l'OLP accepte de reporter la proclamation de l'Etat palestinien indépendant.
- 4 septembre : Signé par MM. Yasser Arafat et Ehud Barak, l' Accord de Charm el-Cheikh., redéfinit le calendrier d'application des accords de Wye Plantation pour le retrait supplémentaire de l'armée israélienne, l'ouverture de deux « passages sûrs » entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, la libération de prisonniers supplémentaires et l'accord définitif sur les questions restées en suspens, qui doit être conclu au plus tard le 13 septembre 2 000.

2000

- Mai : Retrait précipité, (il était prévu au 7 juillet), de l'armée israélienne du Liban sud suite à l'offensive du Hezbollah
- 28 septembre : Le chef du Likoud, Ariel Sharon, se rend sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem. Début de la seconde Intifada.

2001

- 11 septembre : Attentats contre New York et Washington attribués à Al-Qaeda. Début de la guerre globale contre le terrorisme des Etats-Unis, menée par George W. Bush.
- Novembre : Attaque contre l’Afghanistan des Talibans.

2003

- Avril : Attaque des Etats-Unis contre l’Irak, à la tête d’une coalition.
- Septembre : signature de la « feuille de route » sous l’égide du Quartet (UE, USA, ONU, Russie)

2004

- Mars : Assassinat du chef du Hamas : Cheikh Ahmed Yassine par Israël
- Avril : Assassinat de son successeur Abdel Aziz Al-Rantissi
- Novembre : décès de Yasser Arafat à Paris

2005

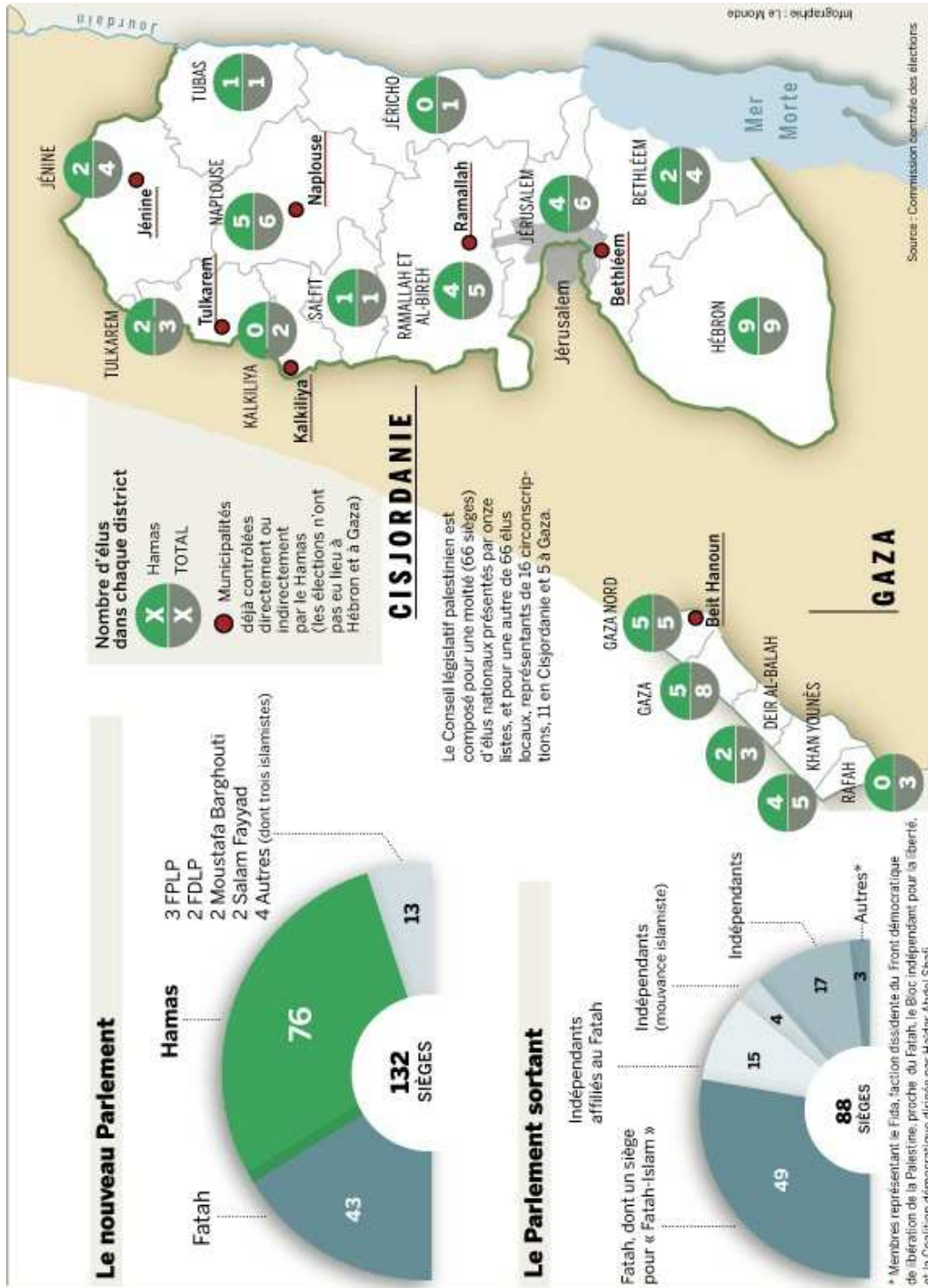
- Août : Retrait israélien de la bande de Gaza.
- Décembre : Attaque cérébrale d’Ariel Sharon

2006

- Janvier : Elections législatives palestiniennes et large victoire du Hamas

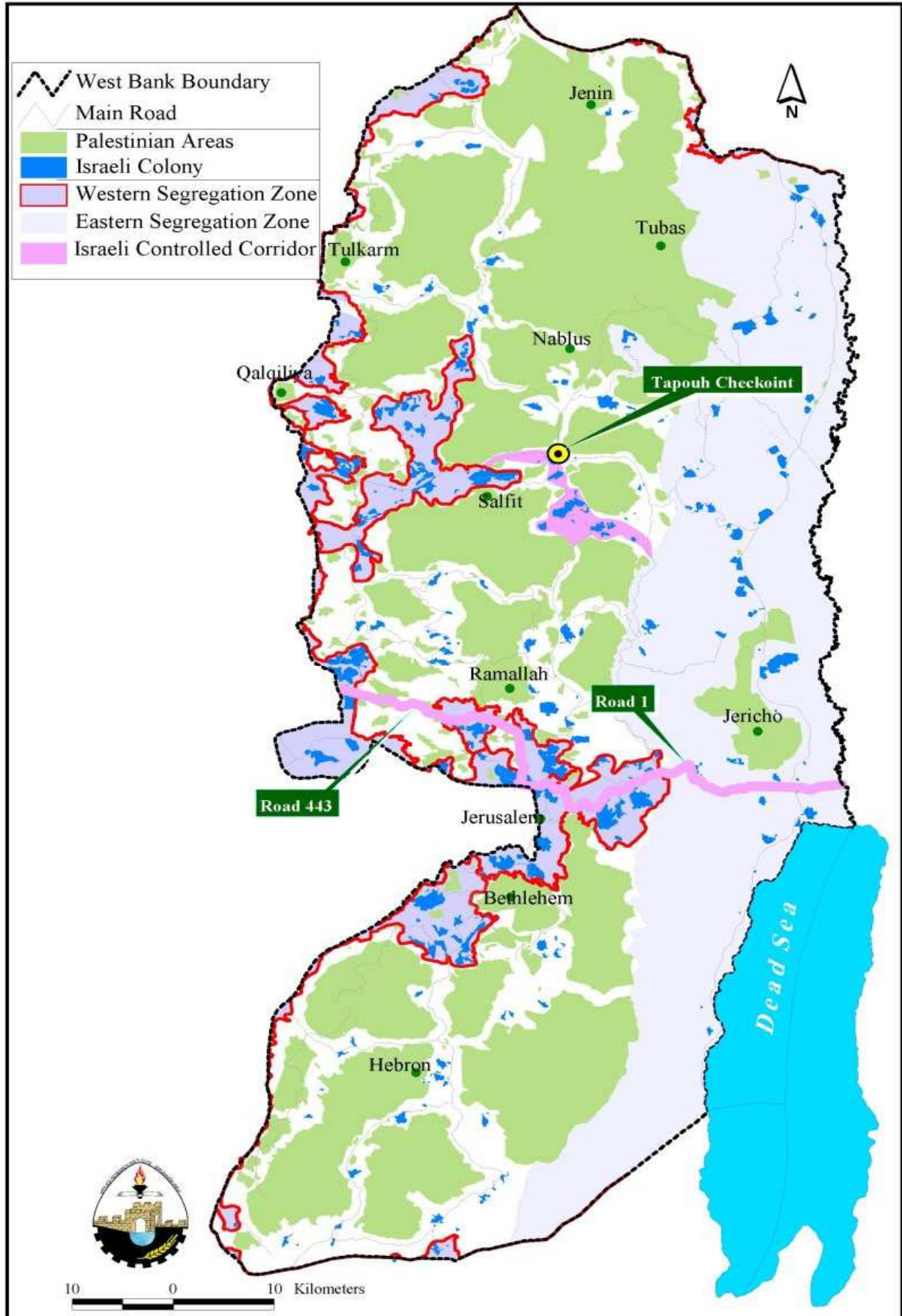
Annexe 2

LES RESULTATS DES ELECTIONS LEGISLATIVES DU MOIS DE JANVIER 2006



Annexe 3

Plan des Colonies et tracé du mur de séparation en Cisjordanie



Annexe 4

CHARTE DU HAMAS (extraits)

Disponible sur <http://www.mideastweb.org/Hamas.htm>

Seuls quelques extraits représentatifs et caractéristiques d'un parti islamiste sont ici reproduits. Quelques traits particulièrement notables sont surlignés.

The Covenant of the Islamic Resistance Movement (Hamas)

18 August 1988

In The Name Of The Most Merciful Allah

Israel will exist and will continue to exist until Islam will obliterate it, just as it obliterated others before it" (The Martyr, **Imam Hassan al-Banna**, of blessed memory).

"The Islamic world is on fire. Each of us should pour some water, no matter how little, to extinguish whatever one can without waiting for the others." (Sheikh Amjad al-Zahawi, of blessed memory).

In The Name Of The Most Merciful Allah

Introduction

Praise be unto Allah, to whom we resort for help, and whose forgiveness, guidance and support we seek; Allah bless the Prophet and grant him salvation, his companions and supporters, and to those who carried out his message and adopted his laws - everlasting prayers and salvation as long as the earth and heaven will last. Hereafter:

O People

Out of the midst of troubles and the sea of suffering, out of the palpitations of faithful hearts and cleansed arms; out of the sense of duty, and in response to Allah's command, the call has gone out rallying people together and making them follow the ways of Allah, leading them to have determined will in order to fulfill their role in life, to overcome all obstacles, and surmount the difficulties on the way. **Constant preparation has continued and so has the readiness to sacrifice life and all that is precious for the sake of Allah.**

Thus it was that the nucleus (of the movement) was formed and started to pave its way through the tempestuous sea of hopes and expectations, of wishes and yearnings, of troubles and obstacles, of pain and challenges, both inside and outside.

When the idea was ripe, the seed grew and the plant struck root in the soil of reality, away from passing emotions, and hateful haste. The Islamic Resistance Movement emerged to carry out its role through striving for the sake of its Creator, its arms intertwined with those of all the fighters for the liberation of Palestine. The spirits of its fighters meet with the spirits of all the fighters who have sacrificed their lives on the soil of Palestine, ever since it was conquered by the companions of the Prophet, Allah bless him and grant him salvation, and until this day.

This Covenant of the Islamic Resistance Movement (Hamas), clarifies its picture, reveals its identity, outlines its stand, explains its aims, speaks about its hopes, and calls for its support, adoption and joining its ranks. **Our struggle against the Jews is very great and very serious.** It needs all sincere efforts. **It is a step that inevitably should be followed by other steps.** The Movement is but one squadron that should be supported by more and more squadrons from this vast Arab and Islamic world, until the enemy is vanquished and Allah's victory is realised.

Thus we see them coming on the horizon "and you shall learn about it hereafter" "Allah hath written, Verily I will prevail, and my apostles: for Allah is strong and mighty." (The Dispute - verse 21).

"Say to them, This is my way: I invite you to Allah, by an evident demonstration; both I and he who

followeth me; and, praise be unto Allah! I am not an idolator." (Joseph - verse 107).

Hamas (means) *strength and bravery*

Definition of the Movement

Article One:

The Islamic Resistance Movement: **The Movement's programme is Islam.** From it, it draws its ideas, ways of thinking and understanding of the universe, life and man. It resorts to it for judgement in all its conduct, and it is inspired by it for guidance of its steps.

Article Two:

The Islamic Resistance Movement is one of the wings of Moslem Brotherhood in Palestine. Moslem Brotherhood Movement is a universal organization which constitutes the largest Islamic movement in modern times. It is characterised by its deep understanding, accurate comprehension and its complete embrace of all Islamic concepts of all aspects of life, culture, creed, politics, economics, education, society, justice and judgement, the spreading of Islam, education, art, information, science of the occult and conversion to Islam.

Article Seven:

The Islamic Resistance Movement is one of the links in the chain of the struggle against the Zionist invaders. It goes back to 1939, to the emergence of the martyr Izz al-Din al KISSAM and his brethren the fighters, members of Moslem Brotherhood. Moreover, if the links have been distant from each other and if obstacles, placed by those who are the lackeys of Zionism in the way of the fighters obstructed the continuation of the struggle, the Islamic Resistance Movement aspires to the realisation of Allah's promise, no matter how long that should take. The Prophet, Allah bless him and grant him salvation, has said:

"**The Day of Judgement will not come about until Moslems fight the Jews (killing the Jews), when the Jew will hide behind stones and trees. The stones and trees will say O Moslems, O Abdulla, there is a Jew behind me, come and kill him.** Only the Gharkad tree, (evidently a certain kind of tree) would not do that because it is one of the trees of the Jews." (related by al-Bukhari and Moslem).

Article Eleven:

The Islamic Resistance Movement believes that the land of Palestine is an Islamic Waqf consecrated for future Moslem generations until Judgement Day. It, or any part of it, should not be squandered: it, or any part of it, should not be given up. Neither a single Arab country nor all Arab countries, neither any king or president, nor all the kings and presidents, neither any organization nor all of them, be they Palestinian or Arab, possess the right to do that. Palestine is an Islamic Waqf land consecrated for Moslem generations until Judgement Day. This being so, who could claim to have the right to represent Moslem generations till Judgement Day?

Article Twelve:

Nationalism, from the point of view of the Islamic Resistance Movement, is part of the religious creed. Nothing in nationalism is more significant or deeper than in the case when an enemy should tread Moslem land.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- CARTER Jimmy « *Palestine Peace Not Apartheid* », ed Simon & Schuster, New York, 2006.
- CHAUPRADE Aymeric, « *Introduction à l'analyse géopolitique* », Paris, 1999
- LEWITT Matthew, « *Hamas, Politics, Charity, and Terrorism in the Service of Jihad* », ed Yale University Press, New Haven, 2006.
- PAVLOWSKY Agnès, « *Hamas ou le miroir des frustrations palestiniennes* » éd L'Harmattan, Paris, 2000.
- PICAUDOU Nadine, « *Le mouvement national palestinien* », éd l'Hamattan, Paris, 1999.
- ROY Olivier, « *L'échec de l'islam politique* », éd Le Seuil, Paris, 1992.
- SIGNOLES Aude, « *Le Hamas au pouvoir, et après ?* », éd Milan Actu, Milan, 2006.

Articles de presse

- BUCAILLE Laetitia, « *Hamas : du terrorisme à la négociation* », in *Politique Internationale*, automne 2006, pp 245-256.
- COHEN Roger, « *Time for US boldness on Israel and Palestine* », *International Herald Tribune*, 14 février 2007.
- DIECKHOFF Alain, « *Israël-Palestine : comment sortir de l'impasse* » in *Politique Internationale*, automne 2006, pp 225-244.
- HAIM Malka, « *Forcing choices : testing the transformation of Hamas* », in *Washington quarterly*, automne 2005, pp 117-129
- IGNATIUS David, « *Going Nowhere Fast* », in *Washington Post*, 21 février 2007
- *Politique Internationale*, 112 été 2006, Ismaël Haniyeh : « *le vrai credo du Hamas* », pp.69-76

- ROSS Dennis, « *The Art of the Possible Peace* », Washington Post, 15 février 2007

Divers

- Mémoire de géopolitique « *Israël et le Hamas dans le cadre du conflit israélo-palestinien* », CLC François-Alain SERRE sous la direction de M. Aymeric CHAUPRADE, Avril 2002.
- Mémoire de géopolitique « *la problématique de l'eau en Palestine, enjeu de conflit ou source de paix au XXIème siècle ?* » CF D'Arbaumont sous la direction de M. Xavier de Villepin, mars 2007.

Sites internet

www.crisisgroup.org	Site de l'International Crisis Group
www.Encyclo.wanadoo.fr	Encyclopédie
www.Imarabe.org	Site de l'institut du Monde Arabe
www.Intelligenceonline.fr	Site d'informations stratégiques globales
www.IsraeliPalestinianProCon.org	Site de collecte d'informations sur le conflit en question
www.mideastweb.org/Hamas.htm	Site d'information régional
www.ustreas.gov/presse/releases/	Site de l'US Department of the Treasury, Office of the Public Affairs

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
I - ANALYSE DU PROCESSUS D'INTEGRATION DU HAMAS : <i>Qu'est-ce que le Hamas et comment en est il arrivé là ?</i>	4
I-1- Historique et idéologie du Hamas	4
<i>I-1-a Son historique : les Frères Musulmans de Palestine</i>	4
<i>I-1-b Son idéologie : quelque peu différente de celle des autres FM</i>	7
I-2- Ses chefs, ses structures, son fonctionnement.	8
<i>I-2-a Ses chefs : la figure tutélaire du Sheikh Yassine</i>	8
<i>I-2-b Ses structures : une multitude d'acteurs aux actions imbriquées</i>	12
<i>I-2-c Son fonctionnement : uUne organisation efficace</i>	14
I-3- Sa montée en puissance et l'accession au pouvoir :	15
<i>I-3-a : Sa montée en puissance : résultat de la faiblesse du Fatah (image déplorable et dispersion des candidatures)</i>	15
<i>I-3-b L'accession au pouvoir : une victoire claire mais non le raz de marée souvent évoqué</i>	15
II LES EVOLUTIONS EN COURS ET A VENIR : Ce que cette irruption peut changer ?	18
II-1- Le Hamas à l'épreuve du pouvoir et les événements depuis janvier 2006	18
<i>II-1-a Une dure réalité pour Ismaël Hanyeh et son gouvernement</i>	18
<i>i- Une pression économique énorme</i>	18
<i>ii- Une situation sociale explosive</i>	19
<i>iii- Cumulée à une situation sécuritaire largement détériorée</i>	19
<i>II-1-b Quelques frémissements d'évolution</i>	20
II-2 Le point de vue israélien	21
<i>II-2-a Les invariants de la politique israélienne à l'égard des palestiniens.</i>	21
<i>i- Le problème du partage de l'eau</i>	21
<i>ii- La sécurité de l'Etat d'Israël</i>	22
<i>iii- L'enjeu démographique</i>	23
<i>II-2-b- Ce qui pourrait faire évoluer la situation</i>	23
<i>i- Les leçons du retrait de Gaza</i>	23
<i>ii- L'attitude face au Hamas</i>	25
II-3 Les autres intervenants potentiels	26
<i>II-3-a Les autres pays arabes</i>	26
<i>II-3-b Les Occidentaux</i>	27
<i>i- L'Union Européenne telle qu'elle apparaît sur le terrain</i>	27
<i>ii- Les Etats-Unis</i>	28
CONCLUSION	29
ANNEXE 1 CHRONOLOGIE SOMMAIRE	32
ANNEXE 2 LES RESULTATS DES ELECTIONS LEGISLATIVES DU MOIS DE JANVIER 2006	38
ANNEXE 3 PLAN DES COLONIES ET TRACE DU MUR DE SEPARATION EN CISJORDANIE	39
ANNEXE 4 CHARTE DU HAMAS (EXTRAITS)	40
BIBLIOGRAPHIE	42